

PNACE-378

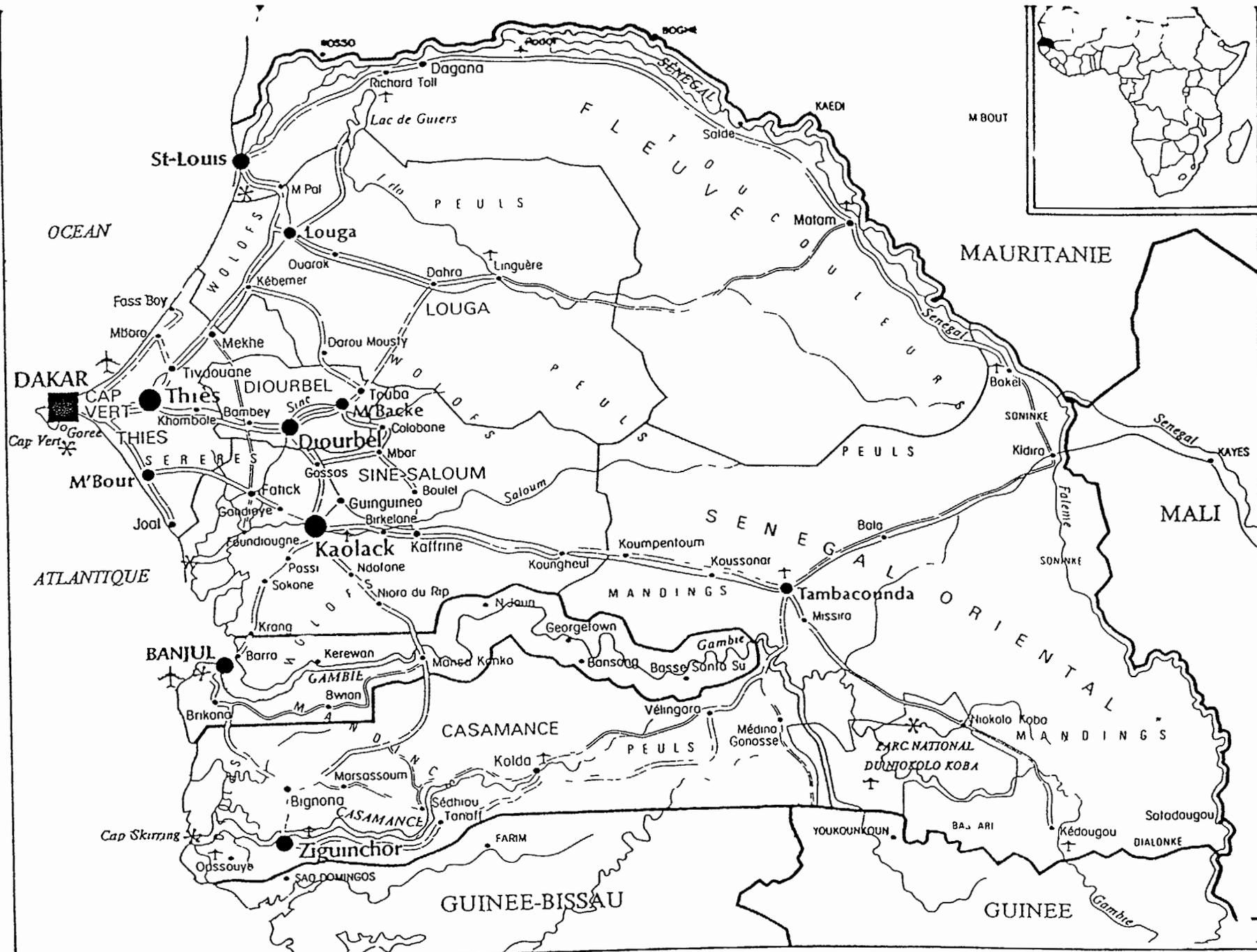


HISTOIRE DE
L'USAID AU SENEGAL

Andres Acedo
USAID/Senegal

Juin 1995

GAMBIE



LES VILLES

- Dakar 800 000 hab
- plus de 100 000 hab
- plus de 50 000 hab
- plus de 20 000 hab
- plus de 10 000 hab
- moins de 10 000 hab

LES COMMUNICATIONS

- Route bitumee
- Route de praticabilite permanente
- voie ferree
- ✈ ✈ Aeroports
- Limite de region
- THIES Chef lieu de region
- * Centre d interet touristique
- PEULS Groupe ethnique

100 Km

AVRIL 1982

1 0 1 9 2 1 (A R D) 1 M H

TABLE DES MATIERES

HISTOIRE DE L'USAID AU SENEGAL

VOLUME I

INTRODUCTION		1
HISTOIRE DE L'AIDE AMERICAINE A L'ETRANGER		1
1	Le Président Kennedy et la Décade du Développement	2
2	La Guerre du Vietnam	4
3	Les Nouvelles Directions et les Besoins Humains Fondamentaux	5
4	L'Aide Américaine a l'Etranger dans les Annees 80	6
5	L'Aide Américaine à l'Etranger dans les Annees 90	7
HISTOIRE DE L'USAID AU SENEGAL		9
1	Les Debuts du Programme d'Aide (1961-1970)	9
2	Le Programme d'Aide Régional (1970-1975)	10
3	La Secheresse au Sahel et le Retour au Programme Bilatéral (1975-1980)	11
4	L'Evaluation Conjointe du Programme USAID (1980)	12
5	La Stratégie de l'Aide Américaine pour la Période 1983-1987	16
6	La Stratégie de l'Aide Américaine Pour la Periode 1986-1990	20
7	La Strategie de l'Aide Américaine pour la Periode 1992-1997	27
ENSEIGNEMENTS TIRES DE L'HISTOIRE DE L'USAID AU SENEGAL		31
BIBLIOGRAPHIE		41
ANNEXES		
A	Comparaison des Stratégies de l'USAID au Sénégal Enseignement Tirés	43
B	Liste des Directeurs de Mission de l'USAID au Sénégal	53
C	Tableau Financier Engagements de Fonds, 1961-1994	54
D	Liste des Projets Financés par l'USAID au Sénégal	55

(VOLUME II - RESUMES DES PROJETS)

HISTOIRE DE L'USAID AU SENEGAL

INTRODUCTION

Cette histoire de l'USAID au Sénégal est un document technique écrit principalement à l'usage des professionnels du développement, il n'est pas destiné au grand public non spécialisé. Il traite essentiellement de ce que le programme d'aide des Etats-Unis au Sénégal a essayé d'accomplir, de sa finalité, ses objectifs et ses cibles spécifiques, de ses orientations diverses, ses stratégies et ses approches techniques. Il essaie aussi de présenter brièvement les conclusions tirées des évaluations et les enseignements dégagés des programmes et projets exécutés au cours des années.

L'histoire de l'USAID au Sénégal constituera un document de fond accompagnant une série d'évaluations sectorielles approfondies qui sera entreprise en 1995 et qui servira à préparer et planifier le prochain cycle du programme d'aide américaine au Sénégal.

Connaître l'histoire de l'USAID au Sénégal peut être utile dans la mesure où elle peut aider à tirer les enseignements d'expériences antérieures susceptibles d'orienter les efforts futurs. A cette fin, ce document inclut, de façon résumée, les conclusions d'évaluations passées, des passages de discussions présentées dans des documents de planification de l'USAID, ainsi que les objectifs, stratégies et cibles décrits dans ces documents - plus détaillés à mesure qu'ils se rapprochent du présent.

Afin de mieux comprendre l'histoire de l'USAID au Sénégal, il est utile de présenter d'abord l'histoire de l'aide américaine à l'étranger, en commençant par la période qui a immédiatement précédé 1961, année où le Sénégal est devenu indépendant, année aussi où l'USAID a été créée.

L'engagement de l'USAID au Sénégal doit également être placé dans le contexte de la politique extérieure des Etats-Unis, des priorités des programmes de l'USAID et des modèles de développement prédominant aussi bien au sein de l'USAID que d'autres organismes donateurs. Ces divers éléments ont évolué au cours des années et ont influencé l'orientation de l'assistance américaine au Sénégal.

HISTOIRE DE L'AIDE AMERICAINE A L'ETRANGER

L'aide des Etats-Unis aux pays en voie de développement a commencé en 1949, lorsque le programme "Point Four" (Point Quatre) fut lancé sous le Président Truman (1945-1953). Avant cette date, des programmes spéciaux d'aide avaient été mis sur pied, le Plan Marshall en particulier, qui fournit une aide massive pour la reconstruction des pays d'Europe de l'Ouest ravagés par la Seconde Guerre Mondiale.

En Afrique, l'intérêt des Etats-Unis pour les pays au Sud du Sahara fut au début façonné par la présence britannique sur le continent (on trouve peu de références dans les

documents de cette période sur l'intérêt américain pour les colonies françaises) lorsque les colonies britanniques devinrent indépendantes, les Etats-Unis intervinrent pour assurer une transition pacifique vers des gouvernements favorables aux pays occidentaux. Au cours de cette première période, les quelques activités d'aide entreprises par les Etats-Unis en Afrique subsaharienne furent gérées à partir du Bureau pour l'Europe de l'Administration de Coopération Internationale ("International Cooperation Administration", ICA), agence qui précéda l'USAID. On croyait alors que l'effort d'aide ne serait que temporaire.

Dans les années 50, l'aide à l'étranger était empreinte d'un profond souci des questions de sécurité, et l'ombre de la Guerre Froide planait sur l'aide des Etats-Unis à l'Afrique. Les références au danger de l'influence communiste revenaient sans cesse dans les documents de programmation de l'ICA.

L'aide économique et technique américaine allait croissant, mais vers le milieu des années 50, l'efficacité de cette aide à l'étranger était déjà mise en doute, des critiques croissantes se faisaient entendre. Les programmes d'aide n'avaient pas produit les effets escomptés, la façon dont l'aide était distribuée, ainsi que la façon dont elle était reçue et utilisée, étaient blâmées.

1 Le Président Kennedy et la Décade du Développement

A La Loi d'Aide à l'Etranger de 1961

En 1961 le Président Kennedy lança la Décade du Développement.

"Car aucun partisan de l'aide à l'étranger ne peut être satisfait du programme actuel - en fait, de la multiplicité des programmes bureaucratiquement fragmentée, malhabile et lente, sa gestion diffuse repose sur une structure imprévisible et irrationnelle. Le programme est basé sur une série de mesures législatives et de procédures administratives conçues à des moments différents, dans des buts différents, beaucoup sont maintenant dépassées, incompatibles et indûment rigides, et de ce fait ne répondent plus à nos besoins et buts actuels. Ses faiblesses ont commencé de saper la confiance en notre effort, ici et à l'étranger."

Le 4 Septembre 1961 le Congrès vota la Loi sur l'Aide à l'Etranger ("Foreign Assistance Act", FAA), un document relativement concis à l'époque qui, dans sa Section 102(b), énumérait les principes devant régir l'aide bilatérale des Etats-Unis au développement. En voici quelques extraits.

"1) Le développement incombe en premier lieu aux peuples mêmes des pays en voie de développement. Le plus grand effort sera fait pour stimuler l'engagement des peuples dans le processus de développement, à travers l'encouragement à la participation démocratique dans les activités du secteur privé et de l'administration locale, et le développement d'institutions répondant aux

besoins des pays récipiendaires"

"2) L'aide des Etats-Unis devrait être gérée dans un esprit de collaboration, en vue de soutenir les objectifs de développement choisis par chaque pays récipiendaire"

D'autres principes régissant l'aide des Etats-Unis au développement visaient la production alimentaire et la nutrition, le développement rural et la création d'emplois rémunérés, la planification familiale et la santé, l'environnement et les ressources naturelles, l'éducation, la gestion du développement et le développement des ressources humaines, la participation de la femme à l'économie nationale des pays en voie de développement et l'amélioration du statut de la femme, la participation du secteur privé à la fourniture de l'aide au développement, etc

La FAA, telle que promulguée en 1961, contenait peu de restrictions quant aux modalités de fourniture de l'aide, et seulement quelques prescriptions générales concernant les facteurs à prendre en considération pour la fourniture de cette aide

Les critères appliqués pour évaluer l'engagement des pays récipiendaires envers les objectifs de la FAA et pour juger des progrès réalisés étaient simples et clairs : accroissement de la productivité par unité agricole, à travers une agriculture basée sur les petites exploitations faisant un usage intensif de main d'œuvre, réduction de la mortalité infantile, régulation de la croissance démographique, promotion d'une distribution plus équitable des revenus, etc

Au début, la FAA prévoyait deux programmes d'aide au développement, le Fonds de Prêts au Développement ("Development Loan Fund"), dont le but premier était d'encourager les plans et programmes visant à "développer les ressources économiques et accroître la capacité de production" (c'est-à-dire une capitalisation importante), et le Fonds de Dons au Développement ("Development Grant Fund"), destiné à "aider au développement des ressources humaines à travers des moyens tels que les programmes de coopération technique et de développement" dans les pays moins développés

Trois autres programmes significatifs d'aide économique étaient inclus dans la FAA : 1) un programme de garantie des investissements (aujourd'hui la "Overseas Private Investment Corporation", ou Société d'Investissements Privés à l'Étranger), 2) un programme de soutien budgétaire (aujourd'hui le "Economic Support Fund", ou Fonds de Soutien Économique), et 3) un fonds spécial pour dépenses imprévues

B L'Agence pour le Développement International

Par Ordre Exécutif signé le 3 Novembre 1961, le Président Kennedy créa l'Agence pour le Développement International ("Agency for International Development", AID), qui fusionna et remplaça l'Administration de Coopération Internationale (ICA) et le Fonds de

Prêts au Développement (DLF)

Parmi d'autres changements dans l'organisation, la nouvelle agence procéda à la création de quatre Bureaux Régionaux, dont le Bureau pour l'Afrique, qui remplacèrent les grands bureaux techniques tels que le Bureau pour l'Alimentation et l'Agriculture ("Food and Agriculture Office")

Deux changements opérationnels significatifs eurent également lieu. L'un fut la création d'une catégorie de fonds dont l'engagement pouvait être reporté indéfiniment ("no-year funding"), prévue en particulier pour lever "la pression sur le personnel de l'AID de procéder à des engagements hâtifs de fonds avant la fin de l'année fiscale, afin de ne pas perdre ces fonds". L'autre changement opérationnel fut la création d'un budget destiné à financer la recherche dans le domaine des problèmes de développement ayant une portée mondiale.

L'AID avait un effectif de 15 000 employés, dont 13 000 en poste à l'étranger et 2 000 aux États-Unis. Au début des années 60, les programmes d'aide bilatérale de l'AID s'étendirent de façon considérable. En 1965, l'Agence comptait des Missions et programmes dans la plupart des nations subsahariennes nouvellement indépendantes.

Des passages de l'Étude Spéciale d'Évaluation No 54 de l'AID, "Évaluation des Activités de l'AID destinées à Promouvoir le Développement Agricole et Rural en Afrique Subsaharienne", décrivent cette période.

"Le paradigme de développement dominant maintenait l'accent sur la nécessité de diffuser les technologies existantes. Le transfert et la vulgarisation de la technologie agricole américaine étaient toujours considérés le meilleur moyen de permettre au secteur rural d'apporter une contribution plus importante au développement. La présomption selon laquelle la technologie [américaine] disponible était appropriée aux situations existantes dans les pays en voie de développement commençait seulement à être mise en question."

En réponse à l'inquiétude grandissante des effets de l'aide à l'étranger sur l'économie américaine et son impact sur le commerce, la concurrence et la balance des paiements des États-Unis, l'AID exigea de plus en plus que les achats financés avec les fonds de l'aide proviennent de source américaine. Ainsi, de 47% environ en 1959, l'aide liée passa à 73% en 1962.

En Afrique, la préoccupation des relations Est-Ouest continuait d'influer sur les programmes américains d'aide à l'étranger.

2 La Guerre du Vietnam

La guerre du Vietnam devenait une charge de plus en plus lourde pour le budget du

gouvernement américain, et l'AID en subit les conséquences. A la question fondamentale de savoir comment rendre plus efficace l'aide à l'étranger, l'AID essaya de répondre de deux façons : 1) au niveau de toute l'Agence, par l'introduction des prêts aux programmes, 2) en Afrique, par la réduction du nombre de programmes bilatéraux et leur substitution par des programmes régionaux et multilatéraux.

L'Etude Spéciale d'Evaluation No 54 de l'AID, déjà citée, explique les raisons de la prise de ces deux mesures :

- L'introduction des prêts aux programmes en 1965 visait à accroître l'efficacité de l'aide sans en augmenter le volume. Apparemment, beaucoup de donateurs avaient une préférence pour le financement de grands projets spécifiques. Cette préférence encourageait les pays en voie de développement à donner davantage d'importance aux projets de grande échelle du secteur public et à négliger les investissements de moindre coût et le secteur privé.

On espérait que les prêts aux programmes corrigeraient cette tendance en encourageant des réformes majeures au niveau des mesures d'auto-assistance, et de meilleures politiques de développement. Ils offriraient également l'occasion d'examiner et d'apprécier les politiques économiques générales des pays, souvent en liaison avec le Fonds Monétaire International et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement. Dès 1966, la nouvelle orientation de l'AID mettait l'accent sur une plus grande attention à la formulation des politiques, à la promotion du secteur privé, au développement institutionnel et à la technologie.

- La politique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Afrique en matière d'aide fut profondément influencée par les recommandations contenues dans un rapport préparé par l'Ambassadeur Edward Korry à la demande du Président Johnson. 22 des 33 Missions et bureaux de l'AID en Afrique furent fermés à mesure que les projets en cours se terminaient, et 10 seulement continuèrent de fonctionner.

3 Les Nouvelles Directions et les Besoins Humains Fondamentaux

Au début des années 70, le programme d'aide était de plus en plus critiqué au Congrès, qui le considérait comme un programme de gratuités produisant peu de résultats favorables aux Etats-Unis sur le plan de la politique étrangère. En 1971, pour la première fois dans l'histoire de l'aide américaine à l'étranger, le Sénat rejeta le budget de l'aide pour les années fiscales 1972 et 1973. Le désenchantement vis-à-vis de l'efficacité de l'AID était dû en partie au nombre croissant d'études montrant que les groupes à bas revenus ne profitaient pas des efforts de développement économique.

En 1973, la Loi sur l'Aide à l'Etranger (FAA) de 1961 fut amendée par le Congrès, l'amendement réclama que l'aide au développement prenne de "Nouvelles Directions" afin de satisfaire les besoins humains fondamentaux. Pour faciliter la fourniture de l'aide

directement à la population des nations récipiendaires, le Congrès remplaça les anciennes catégories de dons à l'aide technique et prêts au développement par de nouvelles catégories fonctionnelles ayant trait à des problèmes spécifiques tels que l'agriculture, la planification familiale et l'éducation

La législation "Nouvelles Directions" de 1973 eut pour résultat des changements considérables au niveau des politiques et approches de l'AID, parmi lesquels une plus grande attention aux projets d'aide ciblés directement sur les groupes à bas revenus et une plus grande participation des bénéficiaires à l'identification de leurs besoins, l'élaboration des solutions et l'évaluation des résultats

Les programmes pour l'Afrique changeaient aussi à la suite de la sécheresse qui frappa le Sahel au début des années 70, l'AID abandonnait progressivement le retranchement pour lequel elle avait opté après le Rapport Korry et, une fois de plus, remplaçait graduellement l'approche régionale par des programmes bilatéraux, augmentant leur nombre (et celui des Missions) de façon régulière

Tire de l'Etude Spéciale d'Evaluation No 54

"Vers la fin des années Carter [1977-1980] les limites des projets "Nouvelles Directions" devenaient de plus en plus évidentes. Les problèmes de la prolifération des projets, des dépenses courantes, du contrôle excessif par les Etats des marchés et de la fourniture des intrants, ne pouvaient pas être ignorés. Ces facteurs, et la crise économique qui menaçait, causée par l'ajustement structurel, la récession économique mondiale et la reprise de la Guerre Froide, annonçaient les changements qui allaient survenir au sein de l'AID sous l'Administration Reagan "

4 L'Aide Américaine à l'Etranger dans les Années 80

En ce qui concerne l'aide des Etats-Unis à l'Afrique, les années Reagan (1981-1988) virent le retour d'anciennes approches. D'après l'Etude Spéciale d'Evaluation No 54, l'extension du communisme, le rôle de l'entreprise privée et le développement des liens d'affaires et commerciaux entre les Etats-Unis et les nations en voie de développement, revenaient parmi les préoccupations des gouvernants. L'AID, une fois de plus, fournissait de l'aide dans l'espoir de voir les gouvernements africains entreprendre la réforme de leur politique économique. Le développement institutionnel, plus particulièrement celui en rapport avec l'éducation agricole, était de nouveau en faveur

En même temps, en raison de réductions de personnel répétées, l'Agence ne pouvait plus continuer d'appliquer l'approche des projets cibles, demandant un travail intensif de gestion et de suivi. La concentration de ses efforts sur les réformes de politiques, à travers des aides hors-projet, devait permettre à l'AID de faire converger les ressources techniques qu'il lui restait sur la solution des problèmes macro-économiques des pays en voie de

developpement L'amélioration attendue de ces politiques devait créer un environnement plus favorable aux investissements du secteur privé Le transfert de technologie et le développement institutionnel devaient permettre à ce processus de progresser de façon plus rapide et efficace

Des fonds furent transférés au compte du Fonds de Soutien Economique, permettant un débours plus rapide, afin de rendre plus flexible la réponse des Etats-Unis aux besoins exprimés Pour ce qui est de l'Afrique, le Congrès autorisa à la fin de 1987 un programme distinct d'assistance économique, offrant une source d'aide au développement flexible, alimentée par un compte unique le Fonds de Développement pour l'Afrique ("Development Fund for Africa")

5 L'Aide Américaine à l'Etranger dans les Annees 90

A La réécriture de la Loi d'Aide à l'Etranger

A partir de la fin de 1988, la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Représentants entama l'examen des programmes d'aide et se pencha sur la Loi d'Aide à l'Etranger pour en déterminer l'actualité Le résultat de ce travail fut le Rapport Hamilton-Gilman, ses conclusions reprenaient beaucoup des thèmes que le Président Kennedy avait essayé d'aborder presque trente ans plus tôt

La recommandation principale du rapport fut d'abroger la FAA et de rédiger une nouvelle loi beaucoup plus ciblée que la précédente Cependant, les efforts entrepris par la Commission pour réécrire le texte législatif n'eurent pas de succès

En Avril 1991 l'Administration soumit au Congrès une Loi d'Aide à l'Etranger complètement réécrite Ses critiques trouverent que le nouveau texte donnait trop de pouvoir discrétionnaire à l'Exécutif D'autres tentatives entreprises par la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Représentants, la Commission des Relations Externes du Sénat et l'Administration pour réécrire la loi demeurèrent également sans succès

B Stratégies pour un Développement Durable

Avec la fin de la Guerre Froide disparaissait la concurrence entre grandes puissances La FAA fut amendée pour autoriser l'aide économique aux états nouvellement indépendants de l'ancienne Union Soviétique, la Loi de Soutien aux Démocraties de l'Europe de l'Est ("Support for East European Democracy Act", SEED) de 1989 autorisa les programmes destinés à l'Europe de l'Est

A la fin des années 80 l'USAID redéfinit sa mission et établit un plan pour l'accomplir, appelé Stratégie pour un Développement Durable ("Strategy for Sustainable Development") Voici quelques passages du document "Strategies for Sustainable

Development", publiée par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International en Mars 1994

"L'Agence des Etats-Unis pour le Développement International fut créée en 1961 avec deux objectifs en tête : répondre à la menace communiste et aider les nations plus pauvres à se développer et à progresser "

"Avec la fin de la Guerre Froide, la communauté internationale peut à présent aborder directement le défi du développement, libre des exigences posées par la concurrence des grandes puissances "

"Les problèmes graves du développement cèdent devant les stratégies efficaces : voilà l'enseignement des trente ans passés. Beaucoup de nations pauvres ont connu une croissance économique sans pareil pendant ce temps "

"Pourquoi donc le problème du développement est si urgent à présent ? Ce n'est pas une exagération de dire que les défis auxquels nous faisons face constituent des menaces potentielles : à la paix, à la stabilité et au bien-être des Américains et des peuples du monde "

"Les menaces ont une multitude d'origines "

[Ces origines comprennent : la pauvreté persistante d'un quart de la population mondiale, la croissance démographique et l'urbanisation accélérée, l'impossibilité pour un grand nombre d'apprendre à lire et à écrire, d'acquérir une formation technique, les maladies nouvelles et les affections endémiques auxquelles les structures hospitalières des pays en développement ne peuvent faire face, les dommages causés à l'environnement, résultat souvent de la pression démographique, l'absence de démocratie, l'anarchie, l'autocratie et l'oppression persistantes]

"Ces menaces posent un défi stratégique aux Etats-Unis. Si nous n'y faisons pas face maintenant, nous aurons à payer cher lorsque nous devrons les combattre plus tard "

"Pour y répondre de façon significative, les Etats-Unis doivent articuler une stratégie pour un développement durable. Ils doivent forger un partenariat avec les nations et les peuples qu'ils aident "

" Pour faire face aux défis que connaît le monde de l'après-guerre froide, l'USAID emploiera certaines méthodes opérationnelles dans toutes ses actions : soutien au développement durable et participatif, accent mis sur le partenariat, utilisation d'approches globales pour la promotion du développement "

" Ainsi, l'effort principal des programmes de l'USAID portera sur la

promotion des capacités locales, la recherche d'une plus grande participation, et l'encouragement à la prise de responsabilités, à la transparence, la décentralisation, et la prise en charge par les communautés locales et les individus "

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, l'USAID soutient des programmes dans quatre domaines Population et Santé, Croissance Economique sur une Base Elargie, Environnement, Démocratie Elle continue de remplir ses deux mandats traditionnels fourniture d'aide humanitaire d'urgence et secours en cas de catastrophes

L'USAID travaille dans trois types de pays pays à développement durable , pays en période de transition , pays nécessitant un soutien limité de la part de l'USAID

Le Sénégal fait partie du premier groupe, pays à développement durable, c'est-à-dire les pays auxquels l'USAID offrira un programme intégré d'assistance, basé sur une stratégie intégrée conçue pour le pays, et définissant clairement les performances et les objectifs du programme à atteindre

HISTOIRE DE L'USAID AU SENEGAL

Le 13 Mai 1961, à Washington D C , Son Excellence Karim Gaye, Ministre du Plan, du Développement et de la Coopération Technique pour le Gouvernement du Sénégal, et M Henry R Labouisse, Directeur de l'Administration de Coopération Internationale (ICA, prédecesseur de l'USAID) pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amerique, signèrent l'Accord de Coopération Economique, Financiere, Technique et Connexe, établissant le cadre du programme d'aide au développement Etats-Unis-Sénégal

1 Les Débuts du Programme d'Aide (1961-1970)

Le programme d'aide bilatéral commença en 1961 par un modeste don destiné à marquer l'indépendance du Sénégal, suivi au cours des années par des projets dans les domaines de la gestion de l'eau, l'amélioration des semences, la vulgarisation agricole, la recherche avicole, la construction de lycées (y compris un lycée de jeunes filles à Dakar) et la formation

La mise en oeuvre du programme pendant cette première période fut lente et hésitante Sur vingt-deux projets enregistrés, huit ne virent jamais le jour Dans certains cas, il s'écoula plus d'une année entre la signature de l'Accord de Projet et la réalisation matérielle du projet Dans d'autres, l'exécution connut beaucoup de problèmes Des sommes importantes restèrent inutilisées et finalement désengagées

Cependant, ce fut pendant ces premiers jours qu'apparurent les "ancêtres" de quelques uns des projets les plus importants que l'USAID a soutenus au fil des années en 1963 l'USAID finança la recherche en riziculture et culture des arachides , en Avril 1964 ce fut

l'évaluation des méthodes de riziculture dans la Vallée du Fleuve Sénégal , dès Mars 1966, une équipe du Département de l'Agriculture des Etats-Unis entreprenait une étude approfondie sur le potentiel de développement agricole de la Casamance Et ce fut en 1964 que le premier étudiant sénégalais fut envoyé aux Etats-Unis pour recevoir une formation universitaire

Le Fonds d'Auto-Assistance de l'Ambassade des Etats-Unis fut lancé en 1965 Parmi les premiers projets soutenus par le Fonds figuraient atelier de teinture manuelle de l'Association Feminine de Mbour, machines à coudre pour les Centres Sociaux animés par les Volontaires du Corps de la Paix, tentes à oxygène pour les dispensaires de Fandene et Pikine, etc

Ces premiers projets étaient pour la plupart terminés en 1970, le programme bilatéral au Senegal consistant alors essentiellement en dons de vivres au titre de la Loi Publique 480 (PL 480 Title II) et de petits projets d'auto-assistance Le montant total de l'aide USAID au Sénégal dans le cadre du programme bilatéral, de 1961 a 1970, s'éleva a 33 millions de dollars, dont 14,8 millions pour l'aide aux projets et 18,2 millions au titre du PL 480

2 Le Programme d'Aide Regional (1970-1975)

A la suite de la Guerre du Vietnam et du Rapport de l'Ambassadeur Korry, qui eut pour effet la réduction des programmes d'aide en Afrique, le programme bilatéral au Senegal prit fin, et les nouvelles activités furent incluses dans des programmes régionaux

Les programmes d'aide regionaux couvrant quelque vingt-deux pays d'Afrique etaient administres a partir du Bureau des Affaires Régionales pour l'Afrique Centrale et Occidentale ("Central and West Africa Office of Regional Affairs", CWAORA), base à Dakar

La structure du CWAORA ne dura pas longtemps, et en 1972 fut remplacée par des bureaux sous-régionaux couvrant des territoires plus réduits, mais toujours avec le mandat d'administrer les activités régionales Dakar devint le siège du Bureau pour le Développement Régional ("Regional Development Office", RDO), chargé du Programme d'Aide au Développement pour la Sous-Region de Dakar , ce programme couvrait les activités dans les pays de l'Afrique de l'Ouest Sénégal, Mauritanie, Mali, Guinée, Sierra Leone et Gambie

Les activites régionales bénéficiant le Sénégal comprenaient les projets entrepris avec l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVVS) - dont le Projet de Développement Régional de l'Elevage, le Projet Régional Avicole d'Afrique de l'Ouest, le Projet de Stabilisation des Céréales - et avec l'Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest ("West African Rice Development Association", WARDA), dont le Projet de Développement Agricole et Rural

L'aide directe de l'USAID au Sénégal continua cependant dans le cadre du PL 480, sous forme de dons de vivres. Le montant total de l'aide pour la période 1971-1974 s'éleva à 16,4 millions de dollars, dont 3,2 millions d'aide aux projets et 13,2 millions au titre du PL 480.

3 La Sécheresse au Sahel et le Retour au Programme Bilatéral (1975-1980)

Une grande sécheresse frappa les pays du Sahel vers la fin des années 60 et le début des années 70. La communauté internationale des donateurs fournit des quantités massives de vivres et d'aide humanitaire (l'USAID y contribua pour un total de 245,7 millions de dollars). En 1973 les États du Sahel, y compris le Sénégal, créèrent le Comité Inter-États de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel (CILSS). En 1976 les bailleurs de fonds créèrent le Club du Sahel, chargé de coordonner les efforts de développement dans la région du Sahel.

À la suite de la sécheresse, l'USAID abandonna graduellement son approche régionale en Afrique et reprit ses programmes d'aide bilatéraux. Au Sénégal, l'USAID fournit des secours d'urgence : 50 000 tonnes de sorgho du PL 480 à titre bilatéral et 5 000 tonnes à travers le Programme Alimentaire Mondial (l'USAID devint le plus grand donateur de vivres au Sénégal), elle finança également les frais de transport terrestre, évalués à 416 000 dollars.

Ce fut le début d'une deuxième phase, plus étendue, de coopération bilatérale entre les États-Unis et le Sénégal. Parallèlement à la fourniture des secours d'urgence, une étude de la situation fut entreprise pour identifier les besoins et les pénuries susceptibles d'être résolus à travers des projets à court terme. Des projets furent lancés en 1974 pour un total de 2 millions de dollars, couvrant le creusement de puits villageois, le réaménagement de points d'eau pour le bétail, le reboisement, du matériel pour les agriculteurs, la fourniture de médicaments. Ce programme prit fin en 1976.

Faisant suite à ces activités à court terme, des projets furent développés pour pallier les effets nefastes de la sécheresse et prévenir la réapparition des conditions existantes lors de la sécheresse de 1973. Les projets mis en œuvre pendant cette phase furent financés par un fonds spécial de 85 millions de dollars, voté en 1974 par le Congrès américain pour venir en aide au Sahel.

Pendant ce temps, l'USAID mettait au point sa stratégie pour aider le Gouvernement du Sénégal à étendre aux zones rurales ses programmes de développement et à parvenir à l'autosuffisance alimentaire. Des projets furent élaborés au milieu des années 70, destinés à introduire des techniques agricoles améliorées dans les zones de culture sèche du bassin arachidier, à développer l'agriculture irriguée dans les vallées des fleuves Sénégal et en Casamance, à améliorer le cheptel et la gestion des parcours dans les zones pastorales du Nord et de l'Est du pays, et à établir un système de fourniture de soins de santé en milieu rural.

Vers la fin des années 70 une série de grands projets était lancée dans le secteur agricole le Projet de Stockage des Cereales (685-0209) au cours de l'Année Fiscale (AF) 1977 , les Projets de Développement Regional de la Casamance (685-0205) et des Périmètres Irrigués de Bakel (685-0208), AF 1978 , le Projet de Développement de l'Élevage de la SODESP (685-0224), AF 1979 , le Projet de Production Cerealier, Phase II (685-0235), AF 1980 Dans le domaine de la sante les Projets de Santé Rurale du Sine Saloum (685-0210) et de Planification Familiale (685-0217), AF 1979 Dans le domaine de la formation le Projet de Formation du Personnel de la SAED (685-0218), AF 1978 , le Projet Création d'Emplois pour les Jeunes YMCA/ORT (685-0222), AF 1979¹

L'aide de l'USAID pendant la période 1975-1980 atteignit un total de 81,1 millions de dollars, dont 47,4 millions pour l'aide aux projets, 32,2 millions au titre du PL 480, et 1,5 millions dans le cadre de programmes régionaux

4 L'Évaluation Conjointe du Programme USAID (1980)

Dans le cadre de la préparation de son second cycle quinquennal d'aide au Sénégal, l'USAID proposa au Ministre du Plan et de la Cooperation, en Novembre 1979, de proceder a l'évaluation conjointe du programme des cinq années precedentes (1975-1979) Cet exercice, inspiré des nouvelles orientations de l'aide americaine a l'étranger (accent mis sur les réformes structurelles, passage de l'aide aux projets à l'aide hors projet), etait juge important a un moment où le Sénégal connaissait une situation economique très difficile

L'évaluation, effectuee de Février a Mai 1980 par un Groupe de Travail constitue de representants du Ministère du Plan et de l'USAID, consistait à a) évaluer des projets executes dans les quatre secteurs d'activités principaux de l'USAID au Sénégal (agriculture en sec, agriculture irriguée, élevage, sante villageoise) , et b) analyser le contexte economique contemporain dans lequel operait l'USAID et sur lequel elle chercherait a intervenir

A l'achevement des deux tâches, le Groupe de Travail soumit un rapport au Comité de Gestion de l'Évaluation Conjointe, composé des représentants des Gouvernements des Etats-Unis et du Senégal Le rapport avait pour objet d'informer le Comité de Gestion "a la fois sur l'état d'avancement des programmes actuels et sur les problèmes qui se posent, en vue d'utiliser ces informations pour définir les grandes lignes de la planification conjointe des futurs programmes d'aide américaine au Sénégal"

A Les Conclusions de l'Évaluation Conjointe

Tiré du Resume Analytique du Rapport d'Évaluation (version française), date de Juillet

¹ L'Année Fiscale commence le 1er Octobre et finit le 30 Septembre Ainsi, l'Année Fiscale 1995, par exemple, a commence le 1er Octobre 1994 et se terminera le 30 Septembre 1995

1980

"1) A un moment de contrainte économique et de restructuration partielle de l'économie, l'aide au développement fournie par l'USAID devrait accorder la priorité à l'accroissement de la productivité, particulièrement dans le secteur rural Ceci implique également qu'il faut insister davantage sur l'amélioration de l'organisation et de la gestion des ressources physiques, naturelles et humaines du Sénégal et mettre l'accent sur la formation des ruraux pour leur permettre de construire et d'entretenir l'infrastructure rurale et de disposer de nouveaux biens productifs "

"2) Le programme de l'AID apporte une réponse aux besoins d'autosuffisance alimentaire et de développement auto-entretenu Cependant, à ce stade, il convient de se concentrer davantage sur les activités sectorielles et de s'efforcer d'établir des rapports entre chaque projet et les besoins macro-économiques et sociaux du Sénégal "

"3) Plusieurs difficultés rencontrées au cours de la mise en oeuvre sont dues à la non implication des bénéficiaires dans l'élaboration initiale et leur non participation à la gestion des ressources et des services des projets Une solution doit être envisagée et appliquée au cours de la phase d'élaboration des projets et au moment de la formation des bénéficiaires pour les amener à assumer ces tâches "

"4) L'USAID peut améliorer l'efficacité de son programme en élaborant des projets d'assistance plus souples au moyen d'une utilisation accrue des recettes de monnaie locale ainsi que d'une plus grande participation des bénéficiaires "

Le rapport présentait une série de recommandations visant à établir une plus grande collaboration dans la planification, l'exécution et l'évaluation des projets et programmes au Sénégal

B L'Évaluation des Projets

Quatre projets furent évalués Production Céréalière, Phase I (685-0201), Périmètres Irrigués de Bakel (685-0208), Élevage au Sénégal Oriental (685-0202), et Santé Rurale du Sine Saloum (685-0210) Conclusions principales tirées de ces évaluations

"1) Dans des situations écologiques précaires comme au Sénégal, tous les projets sont des expériences et devraient être explicitement reconnus comme tels Ceci signifie que l'on doit insister sur la collecte et l'analyse des données afin de pouvoir superviser attentivement les projets et tirer des conclusions de leur exécution Il doit y avoir une certaine flexibilité permettant de modifier les éléments du projet qui ne conviennent pas "

"2) Les études auprès des bénéficiaires indiquent qu'en général la population locale comprend et soutient les projets. Cependant, il reste beaucoup à faire pour associer la population locale à l'élaboration et la gestion de projets actuels et futurs "

"3) Les efforts des projets ont été essentiellement monopolisés (et, dans un cas, exclusivement) par les institutions du secteur public, surtout les SDR². Une telle stratégie doit être reconsidérée "³

"4) Les projets AID rencontrent d'importantes difficultés de gestion. En conséquence, beaucoup d'entre eux accusent un retard. Certains problèmes sont chroniques : longs délais pour l'ouverture de comptes bancaires spéciaux pour les fonds des projets, délais pour les formalités douanières déjà assurées par les accords bilatéraux de l'AID avec le Sénégal, problèmes pour le recrutement de personnel américain qualifié parlant le Français, procédures locales de sous-traitance trop longues, longs délais pour l'acquisition, la livraison et l'entretien d'équipement en provenance des États-Unis. Le Gouvernement et l'AID doivent se consacrer plus attentivement à identifier, éliminer ou réduire les causes typiques de ces blocages coûteux "

"5) La productivité économique de ces projets s'avère plus faible que prévu. Quelques techniques de production stéréotypées sont discutables. On a généralement surestimé la capacité du Sénégal à faire face à ses dépenses courantes. Il faut accorder beaucoup plus d'attention à l'examen des moyens par lesquels les ressources de l'AID peuvent : a) stimuler les forces productives locales agricoles et non agricoles, et b) aider à la mise en place d'institutions dont la valeur sociale serait égale ou supérieure aux sommes dépensées pour leur fonctionnement "

"6) Virtuellement, l'action de l'AID a exclusivement consisté à subventionner des projets. Elle est trop limitée eu égard aux dimensions des problèmes économiques du Sénégal.

C Les Perspectives d'Avenir

"L'évaluation a mis en relief le fait que la faible productivité actuelle des capitaux et des ressources en main d'œuvre du Sénégal sont au centre des problèmes de développement du Sénégal. En outre, il ressort de l'évaluation que tant sur le plan

²Sociétés Régionales de Développement Rural

³Le texte anglais recommande que les activités de développement soient entreprises par d'autres institutions du secteur public et du secteur privé

de l'évaluation économique que des projets USAID, il existe des obstacles exclusivement liés à l'exécution des activités de développement par les organismes publics ou parapublics "

"Bien que n'étant guère spécifique au Sénégal, une conclusion principale de l'évaluation des projets a consisté à dire qu'en l'absence d'incitations suffisantes, de formation et du sens de la responsabilité, les populations locales ne continueront l'exécution des activités des projets ni ne les diffuseront. Les rapports d'évaluation ont souligné qu'outre les incitations et la délégation de pouvoir, la formation est très importante dans le cadre d'une véritable participation des populations locales et ne peut être laissée de côté "⁴

"L'évaluation économique a également souligné, dans une plus grande mesure, l'importance de la réduction de notre dépendance vis-à-vis des services publics - exemple crédit subventionné et services d'encadrement publics - et de l'accroissement de la production par les ruraux. Il s'avère nécessaire de comprendre les modalités d'octroi de crédit, de vente d'intrants et de produits agricoles sur les marchés moins réglementés. Il est nécessaire de disposer de plus d'informations pour savoir comment ces marchés peuvent être utilisés en tant qu'instruments de politique de développement par le Sénégal. De même, les coopératives doivent être formées aux activités que les agriculteurs sont désireux d'entreprendre ensemble "

"Aussi est-il urgent de trouver des solutions pour commencer à créer à partir de la base un environnement propice à l'émergence d'institutions rurales décentralisées, pour une plus grande 'appropriation' des projets et programmes par les populations qui en sont bénéficiaires "

" Il semble que les projets USAID sont trop isolés, renfermés et en vase clos. Il semble que les projets ne font pas partie d'une stratégie globale dans le cadre de laquelle les donateurs collaborent et échangent des informations. Mais ce caractère renfermé tient peut-être également à une limite de la conception du cadre logique de l'AID. L'évaluation recommande que l'AID considère par delà les objectifs des projets leur adéquation quant à la satisfaction des besoins nationaux "

"Aussi, le rapport d'évaluation a-t-il soulevé des questions fondamentales quant à l'objet et l'adéquation des projets confrontés, tel que c'est le cas dans la situation présente, à une conjoncture économique nationale urgente. Dans cette évaluation les projets revêtent toute leur importance réelle, étant essentiellement des expériences de croissance économique, orientées vers l'amélioration de l'irrigation,

⁴Le texte anglais ajoute que les populations locales - les bénéficiaires mêmes - doivent jouer un rôle prépondérant dans l'élaboration et la gestion des projets

la gestion des pâturages et le traitement des malades Les benefices ne sont jamais tirés a court ou même à moyen terme Confrontés a ces graves difficultés, ne devrait-on pas apporter une autre forme d'aide supplémentaire aux projets - qui pourrait eventuellement faire fonctionner les projets plus efficacement?"

La seconde phase de ce travail (qui dura un an) d'évaluation et de planification entrepris par le Gouvernement du Senegal et l'USAID commença l'été de 1980, avec la commande d'un nombre de rapports et communications devant servir de matière de base Ces documents furent discutés lors d'un atelier tenu en Décembre 1980 A partir des conclusions de l'atelier l'USAID/Sénégal prépara son programme pour la période 1983-1987, repris dans le "Country Development Strategy Statement" (CDSS), document présentant une description détaillée de la stratégie de développement proposée pour le Senegal, et son argumentation

5 La Stratégie de l'Aide Américaine pour la Période 1983-1987

Stratégie de l'aide proposée dans le nouveau CDSS

- Maintien de l'objectif à long terme d'autosuffisance alimentaire, définie dans un sens large en tant que capacité du Sénégal de nourrir sa population, même en période de sécheresse, par la production vivrière, son stockage et sa commercialisation

- La poursuite de cet objectif amenerait l'USAID/Sénégal a mettre en place deux programmes complémentaires Le premier, en agriculture, chercherait à accroître et diversifier la production et le commerce Le second, dans le domaine du développement humain, aurait pour but d'assurer une meilleure nutrition et l'accès général aux soins de santé familiale, afin de soutenir l'effort de production et réduire le taux de croissance démographique

Le Programme Agricole viserait quatre cibles

- a) Levée des contrôles et commercialisation progressives de la production agricole L'USAID/Sénégal participerait à l'activation des groupements d'agriculteurs, encouragerait et aiderait le Gouvernement du Senegal (GRS) à se retirer de la gestion directe des activités rurales, et soutiendrait la création de petites entreprises artisanales

- b) Développement de pratiques agricoles plus efficaces L'USAID/Sénégal soutiendrait le plan general du GRS de décentralisation et réforme de la recherche agronomique, la recherche en matière de cultures (riz, maïs et blé), les essais de techniques de transformation du mil pour la clientèle urbaine, l'application de l'analyse économique et sociale a la production, la recherche sur le rôle de l'élevage dans les futurs schémas de production du Sénégal, la vulgarisation et l'éducation agricoles

- c) Augmentation des terres cultivées L'USAID/Sénégal appuierait l'augmentation

des terres cultivées dans la Région du Fleuve et en Casamance, l'étude et l'exploitation des eaux souterraines pour la consommation humaine et l'irrigation dans ces deux régions

d) Gestion plus efficace des ressources Avec le GRS, l'USAID/Sénégal prendrait l'initiative dans l'organisation d'une opération concertée des bailleurs de fonds pour la régénération des sols dans le Bassin Arachidier, soutiendrait un programme pilote de travaux publics dans le Sine Saloum faisant une utilisation intensive de main d'oeuvre, soutiendrait l'intégration de l'élevage dans le système productif du Bassin Arachidier, et aiderait à mettre sur pied dans le Sine Saloum un ensemble d'organisations non gouvernementales (ONG) américaines et sénégalaises, en collaboration avec le Corps de la Paix

Le Programme de Développement Humain viserait trois cibles

a) Mise au point d'une stratégie alimentaire et nutritionnelle efficace L'USAID/Senegal aiderait le GRS à préparer un plan national d'investissement dans les domaines de la production et la distribution alimentaires

b) Meilleure fourniture de soins de santé primaires L'USAID/Senegal continuerait de soutenir les efforts en cours dans le domaine de la santé, en attendant de procéder à l'examen en 1981, avec le GRS, des besoins de ce secteur, elle commencerait à soutenir la fourniture de services de planification familiale dans les centres disposant d'un service de Santé Maternelle et Infantile bien équipé

Un Supplément au CDSS soumis en 1982 décrivait les quatre objectifs à atteindre dans le domaine de la santé au cours de la période 1983-1987

- Etablissement dans la Région du Sine Saloum (actuellement Régions de Fatick et Kaolack) d'un système modèle de soins de santé en milieu rural, au moins partiellement autofinancé et capable de fournir des soins préventifs et curatifs simples, y compris des prestations en matière de planification familiale, de conseils et de suivi nutritionnels, au niveau des villages

- Formulation par le GRS d'une politique nationale en matière de population, qui permettrait l'expansion des services de santé maternelle et infantile et de planification familiale dans les centres urbains et les centres de santé départementaux du Sine Saloum, de Thies et de la Casamance

- Développement d'une politique nationale en matière de nutrition, basée sur un processus bien coordonné de planification et d'analyse nutritionnelles au niveau national, en relation avec les services de conseils et de suivi implantés dans la Région du Sine Saloum

- Mise à l'essai de méthodes simples et peu coûteuses de suivi et de contrôle des

maladies transmises par l'eau dans les périmètres irrigués de la Casamance et de la Région du Fleuve

c) Amélioration de la situation économique et sociale de la femme
L'USAID/Sénégal introduirait dans tous ses programmes relatifs à la production et à la santé une attention particulière à la femme, supprimant ainsi les actions spécifiques et les remplaçant par des activités en faveur de la femme intégrées dans les programmes plus larges

Alors que l'objectif à long terme (autosuffisance alimentaire) restait inchangé par rapport au cycle 1975-1980, des changements importants seraient introduits dans les modalités d'exécution du nouveau programme d'aide

- L'USAID/Sénégal recommandait la création d'un Groupe Consultatif composé du GRS et des principaux bailleurs de fonds, afin de mobiliser le plus de ressources possibles pour la mise en œuvre du Plan de Redressement élaboré par le GRS et suivre son exécution

- L'accent serait mis davantage sur l'aide hors projet, de façon à accélérer le transfert de ressources des États-Unis au Sénégal, soutenir le plan de réformes économiques, et générer des ressources en monnaie locale permettant une plus grande flexibilité dans l'élaboration et l'exécution des activités d'assistance technique

- Les ressources en monnaie locale seraient utilisées pour donner une formation et équiper des groupements de producteurs, des coopératives et des conseils communautaires

- Les activités de l'USAID/Sénégal, réparties sur cinq régions géographiques (Sine Saloum, Casamance, Bassin du Fleuve Sénégal, Ferlo et Thies/Diourbel) seraient regroupées en trois régions (Sine Saloum, Casamance, Bassin du Fleuve Sénégal, considérées comme ayant le plus grand potentiel), et le nombre de projets serait réduit de 30 à 15 avant la fin de 1985

- Les activités de l'USAID/Sénégal dans le Bassin du Fleuve Sénégal seraient fusionnées en un seul programme, le Développement Intégré du Bassin du Fleuve Sénégal (625-0621), appelé plus tard Appui à la Planification du Développement du Bassin du Fleuve Sénégal

- L'accent serait mis davantage sur l'importance de la nutrition en tant que facteur primordial liant la production agricole et le développement humain, et une attention particulière serait portée aux besoins humains fondamentaux, spécialement à la santé de la mère et de l'enfant

- L'aide de l'USAID en matière de planification familiale serait davantage insérée

dans une stratégie de la population bien étudiée, dirigée par le GRS et soutenue de façon substantielle par d'autres bailleurs de fonds

- Le rôle de la femme sénégalaise serait davantage mis en évidence dans le contexte de chaque grand projet

La stratégie de gestion proposée pour mener à bien le programme visait trois objectifs

- Rendre plus efficace et plus rapide l'exécution des projets, en concentrant les programmes USAID dans trois régions géographiques et en travaillant davantage avec les ONG et le Corps de la Paix

- Réduire les coûts et assurer une meilleure continuité en augmentant les compétences du personnel non-américain à travers un programme de formation et de promotion des employés locaux

- Aller vers des activités moins élaborées pouvant être exécutées avec un niveau d'expertise différent, arrêter des projets ou accélérer leur clôture

Une mise à jour du CDSS, préparée en Janvier 1983, précisait davantage les quatre moyens principaux que l'USAID/Sénégal utiliserait pour atteindre les objectifs décrits dans le CDSS : dialogue avec le GRS sur les politiques, développement institutionnel, participation du secteur privé, transfert de technologie, et ce dans le cadre du Plan de Redressement du Sénégal

Deux thèmes, cependant, dominaient les préoccupations de l'USAID/Sénégal en 1983-1984 : la continuelle crise financière du Sénégal et le dramatique déficit alimentaire, surtout au regard des conséquences à long terme pour l'économie du pays. Ces deux problèmes tenaient la Mission en contact permanent, journalier même, avec les principaux décideurs sénégalais et les bailleurs de fonds

1984 fut une année de réévaluation et d'analyse pour le GRS et pour la communauté des bailleurs de fonds. Au printemps, le GRS publia sa Nouvelle Politique Agricole, développée conjointement avec les principaux partenaires étrangers (y compris l'USAID), elle prévoyait de a) réduire le rôle des sociétés régionales de développement rural, b) rendre plus efficace le circuit de distribution des intrants agricoles, c) mettre en place des stratégies de production alternative, d) réserver davantage de ressources au développement rural, e) promouvoir la protection de l'environnement

En Décembre 1984 le GRS présentait au Groupe Consultatif de Paris son Programme Economique à Moyen et Long Terme (Plan d'Action), un programme d'ajustement structurel conçu pour restaurer l'équilibre fiscal et financier et pour jeter les bases d'un programme de développement permettant une croissance réelle de l'économie

L'USAID/Sénégal réévalua également sa stratégie , trois études furent entreprises en 1984 l'Analyse de la Politique Agricole, l'Etude sur le Crédit et l'Epargne et l'Etude sur la Commercialisation des Engrais

Pendant la periode 1981-1985 les grands projets ci-apres furent lances Recherche et Planification des Systèmes Agricoles (685-0223) et Plan National d'Aménagement du Territoire (685-0233), Année Fiscale (AF) 81 , Formation en Gestion Rurale a l'ENEA (685-0256), AF 1982 , Santé Rurale, Phase II (685-0242) et Développement des Collectivités Locales et de l'Entreprise Privée en Milieu Rural (685-0260), AF 1984 , Santé Familiale et Population (685-0248), Irrigation et Gestion de l'Eau (685-0280) et Transfert de Technologie (685-0281), AF 1985

En ce qui concerne l'aide hors projet, 1983 fut la premiere annee où le Sénégal reçut un apport du Fonds de Soutien Economique ("Economic Support Fund", ESF) un don de cinq millions de dollars pour l'importation d'engrais au titre de l'Aide au Développement de l'Agriculture Suivirent trois transferts en especes cinq millions de dollars l'AF 1983 (ESF I), dix millions de dollars l'AF 1984 (ESF II) et quinze millions de dollars l'AF 1985 (ESF III)

L'aide des Etats-Unis au Sénégal pour la période 1981-1985 s'éleva a 225,9 millions de dollars, dont 90,3 millions d'aide aux projets, 30 millions d'aide hors projet, 70,6 millions au titre du PL 480 et 35 millions dans le cadre de programmes regionaux (y compris les programmes avec l'OMVS et l'OMVG)

6 La Stratégie de l'Aide Américaine Pour la Période 1986-1990

En Fevrier 1985 la Mission publia un nouveau CDSS couvrant la période 1986-1990 Cependant, vers la fin des annees 80 l'Agence redéfinissait sa mission et etablissait un plan pour l'accomplir, appelé Stratégie pour un Developpement Durable , en 1988 l'USAID/Senegal recentra son programme pour se conformer a la nouvelle strategie

A La Période 1986-1987

Dans le CDSS de Fevrier 1988, l'objectif a long terme d'autosuffisance alimentaire demeurait inchangé L'objectif à court terme était la croissance en termes positifs du taux par habitant du Produit National Brut, obtenue par l'action réciproque de trois éléments, représentant des cibles secondaires a) une meilleure performance économique, due en grande partie à la reforme structurelle , b) une augmentation d'au moins cinq pour cent par an de la production céréalière, résultant de l'apport adéquat d'intrants et d'eau, a travers une commercialisation appropriée , c) une diminution du taux de fécondité de 48/1000 a 42/1000, grâce aux efforts de la planification familiale

"L'aide des Etats-Unis au cours des dix dernières années était centrée sur le developpement de zones géographiques et les programmes de soins de sante

primaires L'adoption par le GRS de la Nouvelle Politique Agricole (NPA) rend caducs beaucoup de ces programmes , en conséquence, nous proposons une nouvelle génération d'activités, conçues pour, de façon efficace a) développer la technologie, b) la transférer aux agriculteurs et entrepreneurs ruraux, et c) soutenir l'expansion de la production à travers des marchés libres Ces nouveaux programmes aideront a fournir les outils techniques nécessaires à la pleine réalisation de la NPA En même temps, dans le portefeuille de l'USAID, beaucoup de projets des générations précédentes soit produisent des resultats dans le domaine de la recherche, soit arrivent à leur fin, laissant ainsi la voie libre pour un soutien mieux informé au plan de réforme et de développement élaboré par le GRS "

"Pendant la période du CDSS, un effort majeur sera fait dans tous les projets et programmes pour stimuler un changement des idées La bureaucratie sénégalaise et les décideurs ont hérité d'un état d'esprit étatiste, socialiste (le gouvernement peut tout faire, et mieux), inspiré des philosophes Européens et en accord avec les valeurs sociales africaines Si l'économie doit croître et se développer, cet état d'esprit devra changer aussi "

Une grande partie de la stratégie décrite dans le CDSS précédent demeurait valable Les changements les plus significatifs proposés dans le nouveau CDSS étaient a) un plus grand effort pour lever les contraintes structurelles qui freinent la croissance de la production agricole (plutôt que des interventions dans des secteurs spécifiques) , b) un plus grand effort pour générer des revenus en milieu rural , c) le lancement d'un important programme de reboisement et régénération des sols, largement basé sur les efforts pilotes des années précédentes, d) attention réduite à la croissance institutionnelle du secteur public

La stratégie de l'aide américaine proposée en Février 1985 serait centrée sur

1) Le soutien aux réformes structurelles, par le biais de l'aide hors projet (programmes ESF et PL 480 Titre I étalés sur plusieurs années, subordonnés à la réalisation de certaines réformes systémiques clés, mesurées par des indicateurs de performance permettant le suivi jusqu'à terme des réformes) et une assistance technique limitée

2) Le soutien à la levée des contraintes institutionnelles et d'infrastructure qui empêchent la croissance de la production agricole, à travers le transfert de technologie, l'appui à l'amélioration des conditions de commercialisation des céréales et à la transition vers le secteur privé de cette activité, à l'amélioration des méthodes de transfert de technologie utilisées par la recherche agronomique sénégalaise, et le soutien à l'extension de la culture irriguée

3) Le soutien à la création de revenus et à la protection de l'environnement, en

stimulant la création de petites entreprises dans les zones rurales et en soutenant des programmes à grande échelle dans les domaines de l'agro-foresterie et du reboisement

4) Le soutien aux programmes de santé rurale, y compris les programmes de planification familiale et de soins de santé maternelle et infantile

Un aspect important du nouveau programme, sous-jacent dans chacun de ces quatre volets, serait la continuation et l'intensification du dialogue avec les bailleurs de fonds

Pendant la période couverte par ce CDSS, la Mission essaierait aussi d'approfondir sa connaissance de questions importantes concernant l'économie sénégalaise, telles que les contraintes empêchant le secteur privé de jouer un rôle plus important. D'autres thèmes d'étude et d'analyse seraient : cultures de substitution aux arachides, production et conditionnement de légumes pour l'exportation, utilisation accrue des ressources et entreprises existantes susceptibles d'augmenter la part de valeur ajoutée par l'emploi de la main d'œuvre et de la capacité de gestion disponibles, gestion des entreprises et professions techniques, entreprises agricoles, programmes ruraux d'alphabetisation et d'initiation au calcul élémentaire

Le souci de la Mission de continuer et d'étendre sa coopération avec les ONG, le Corps de la Paix et le secteur privé, en vue de l'exécution des projets, était également présent dans tous les éléments de la stratégie

De nouveaux projets furent lancés en 1986-1987 : Projet de Reboisement (685-0283), AF 1986, et Projet de Soutien à la Production Agricole (685-0269), AF 1987

Par ailleurs, l'USAID participa à des activités de lutte anti-acridienne : en Août 1986, le criquet menaçait environ 1,2 millions d'hectares de terres cultivées au Sénégal. L'USAID, la communauté des bailleurs de fonds et le GRS lancèrent une campagne à grande échelle de traitement au sol et par avion. L'USAID contribua environ 2,5 millions de dollars pour financer les opérations de pulvérisation par avion et les services d'entomologistes qui aidèrent le GRS à combattre le fléau. En 1987, l'USAID contribua 2 millions de dollars pour renforcer la capacité du GRS de répondre à l'avenir à de telles menaces

L'aide hors projet prit la forme de transferts destinés à soutenir le programme d'ajustement structurel du GRS. Vint s'ajouter à l'aide ESF le nouveau Programme de Réformes de Politique Economique pour l'Afrique ("Africa Economic Policy Reform Program", AEPRP), qui fournit assistance technique et fonds (transfert) à l'appui d'une série de réformes fiscales entreprises par le GRS. Le total de l'aide ESF et AEPRP s'éleva à 26,5 millions de dollars l'AF 1986 (ESF IV et AEPRP I) et 11,5 millions de dollars l'AF 1987 (ESF V)

B La Période 1988-1990

A la suite de la redéfinition par l'USAID de sa mission et de l'établissement d'un plan pour mener celle-ci à bien (la Stratégie de Développement Durable), la Mission au Sénégal recentra son programme. Le Plan d'Action d'Avril 1988 reformula sa stratégie, ses objectifs et ses priorités pour le reste de la période du CDSS. Tels que révisés, les objectifs stratégiques, les cibles et indicateurs pour la période Mars 1988-Mars 1990 étaient formulés ainsi :

"L'objectif à long terme de l'aide des Etats-Unis au Sénégal est d'accroître le PNB par habitant et la sécurité alimentaire par un processus harmonieux d'assainissement financier, de réformes structurelles et de projets soigneusement sélectionnés dans les domaines clés de l'agriculture, des ressources naturelles, de la santé et de la planification familiale "

"La stratégie des Etats-Unis s'attache en priorité à aider le Gouvernement du Sénégal à : 1) élaborer et exécuter des réformes au niveau macro-économique, dans les domaines de l'agriculture et de la santé familiale , 2) réduire les contraintes liées aux institutions, aux infrastructures et à l'environnement qui freinent l'accroissement de la production agricole, 3) étendre les prestations de services de santé, de nutrition et de planification familiale afin d'augmenter la productivité et améliorer la qualité de vie "

"En matière de politique, notre attention se porte sur les domaines suivants : (1) amélioration du rendement fiscal et de l'affectation de ressources aux secteurs productifs, 2) restauration des disponibilités liquides et réforme du secteur bancaire, 3) mise en œuvre d'une stratégie cohérente pour atteindre une autosuffisance alimentaire raisonnable, 4) réduction du rôle des sociétés étatiques, 5) privatisation de la distribution des intrants agricoles , 6) libéralisation de la commercialisation des céréales , 7) mise au point d'un modèle reproductible de système autonome de soins de santé primaires, à l'échelle communautaire, qui comprenne des programmes complets de survie de l'enfant et de planification familiale volontaire "

"Nos projets d'aide à l'agriculture mettent l'accent sur : 1) la vulgarisation de techniques peu coûteuses d'irrigation et de gestion de l'eau , 2) le développement des activités de reboisement et de conservation , 3) la promotion de la production et de la commercialisation privées des intrants et des extrants agricoles , 4) le renforcement de la recherche agronomique et de la technologie agricole, spécialement en faveur des systèmes de cultures céréalières dans les zones de culture pluviale et irriguée "

"Nos projets d'aide à la santé familiale mettent l'accent sur la survie de l'enfant, grâce à l'immunisation, la réhydratation par voie orale et une nutrition améliorée,

et la planification familiale élargie, essentiellement par l'espacement des naissances "

Afin de mieux mesurer les progrès et simplifier le suivi des activités, la stratégie de l'USAID se donnait trois cibles

"1) Promouvoir une économie de marché dynamique Nos efforts pour promouvoir une économie de marché dynamique mettent l'accent sur l'assainissement du budget et de la balance des paiements à travers une gestion rigoureuse à court terme de la demande globale, et à travers des réformes structurelles à moyen et long terme de l'administration, l'agriculture et l'industrie. Ces réformes structurelles doivent être basées en grande partie sur la réduction du rôle de l'Etat dans l'économie générale, et sur l'extension du rôle du secteur privé dans la prise de décisions relatives à la production, la commercialisation et la fixation des prix. En politique macro-économique, les principales cibles visées par l'USAID sont : 1) réduction du déficit budgétaire par la limitation des dépenses de l'Etat et la mobilisation des ressources nationales, 2) réduction du déficit de la balance des paiements par la réforme des politiques relatives au commerce et à l'industrie, 3) augmentation du crédit disponible et amélioration de l'allocation du crédit par la réduction des arriérés de l'Etat et la réforme du secteur bancaire "

"2) Accroître la production céréalière L'objectif de l'aide américaine à l'agriculture est d'accroître la production céréalière par : 1) l'encouragement à la libéralisation de la commercialisation et la fixation de prix planchers rémunérateurs, 2) la promotion de la production et de la commercialisation par le secteur privé des intrants et extrants agricoles, 3) la diffusion de techniques peu coûteuses de gestion de l'eau, 4) l'extension des activités de reboisement et de conservation, 5) le renforcement de la recherche agronomique et de la technologie agricole "

"3) Améliorer la santé familiale Le troisième objectif de l'aide des Etats-Unis au Sénégal est d'améliorer la santé familiale, spécialement dans les zones rurales, surtout à travers des efforts pour accroître le taux de survie de l'enfant et pour réduire le taux de naissance. Nos interventions en matière de survie de l'enfant mettent l'accent sur l'immunisation, la réhydratation par voie orale et la nutrition améliorée, alors que nos interventions en matière de planification familiale mettent l'accent actuellement sur un plus grand espacement des naissances. L'amélioration de la couverture sanitaire et de planification familiale repose sur la possibilité de développer des mécanismes de prestation de services préventifs peu coûteux, soutenus par la communauté, ou mis en place par le secteur privé "

Le Plan d'Action évaluait le rôle joué par l'aide américaine

1) Dans le domaine de la concertation avec le GRS, l'USAID, conjointement avec

d'autres bailleurs de fonds de première importance, ont joué un rôle significatif en aidant le GRS à formuler, exécuter et financer les réformes économiques requises pour la stabilisation de l'économie et la stimulation d'une reprise de la croissance

a) Les programmes ESF II à V (49 millions de dollars), liés par des conditions bien spécifiques, ont soutenu des réformes telles que la restructuration de l'industrie arachidière, la privatisation de la distribution des engrais, la réduction du rôle des sociétés étatiques, la libéralisation de la commercialisation des céréales à l'échelle nationale, et la diminution des importations de riz. Les ressources en monnaie locale générées par ces programmes ont directement favorisé une meilleure liquidité, en réduisant les arriérés dus par l'Etat au secteur privé et au système bancaire

b) La concertation qui a précédé les programmes de PL 480, Titre I, des Années Fiscales 1986 et 1987 (19,5 millions de dollars au total) a été l'instrument essentiel qui a permis de libéraliser la commercialisation locale des céréales, établir un prix plancher pour les céréales, et soutenir l'élimination progressive de la subvention aux engrais. Les ressources en monnaie locale générées par ces programmes ont permis de soutenir le mécanisme de fixation des prix planchers, ont aidé à liquider les arriérés de l'Etat au système bancaire et à financer l'élimination définitive de la subvention aux engrais

c) L'AEPRP de 15 millions de dollars fut mis en route en 1986 pour soutenir la Nouvelle Politique Industrielle lancée par le GRS. Ce programme a aidé le GRS à rationaliser le système fiscal et tarifaire et à optimiser la mobilisation et l'allocation des ressources intérieures. Le GRS a baissé et simplifié progressivement les droits de douane et a commencé de réviser le Code Général des Impôts et Taxes. De même, des discussions ont été entreprises pour mettre en œuvre des réformes dans le secteur bancaire

2. Le portefeuille des projets a été réaménagé pour pouvoir mieux réaliser les objectifs stratégiques. Le nombre de projets en cours a été réduit de 47 en 1984 à 12 en 1988, des activités non prioritaires ont été closes, de nouveaux projets ont été élaborés (Soutien à la Production Agricole, Reboisement) en vue d'accroître la capacité des agriculteurs et entrepreneurs à mieux profiter des nouvelles politiques orientées vers un marché plus libéral

a) Recherche Agronomique. Le Projet Recherche et Planification des Systèmes Agricoles (685-0223) a aidé à établir un programme d'économie appliquée qui a produit et mis à la disposition des décideurs plus de deux douzaines d'études relatives à la commercialisation des céréales et des intrants, à l'économie de production, aux institutions rurales. Ces études ont influé sur le débat concernant les politiques de libéralisation de la commercialisation des céréales et des intrants, et ont aidé les décideurs à évaluer les progrès réalisés et l'impact des processus de libre commercialisation

b) Lutte Anti-Acridienne. Les opérations de traitement au sol et par avion, et

l'assistance au GRS d'entomologistes américains, pour combattre le fleau, ont été des instruments essentiels pour éviter des pertes énormes de récoltes dans les régions vulnérables de Louga et Mbacke. L'efficacité de la réaction des États-Unis à cette situation critique leur a valu un grand respect.

c) Santé Familiale. L'évaluation du Projet de Santé Rurale, Phase II (685-0242) a fait état des progrès réalisés pour la mise en place d'un système plus efficace de soins de santé primaires, au niveau villageois, dans la Région du Sine Saloum. Parmi les résultats obtenus, on comptait une plus grande acceptation de la planification décentralisée, une meilleure gestion de la distribution des médicaments, une plus grande participation des usagers au financement des coûts, et une plus grande participation du secteur privé⁵.

d) Planification Familiale. Le Projet Santé Familiale et Population (685-0248) a permis d'accroître de façon significative l'accès aux services de planification familiale et, par voie de conséquence, d'accroître aussi l'usage de contraceptifs. Les ressources du projet ont également permis au secteur privé de jouer un rôle plus important dans la prestation de services de planification familiale : ainsi, les pharmacies privées ont distribué des articles de planification familiale.

3 Initiatives du secteur privé. L'ensemble du programme d'aide a encouragé un rôle plus important pour le secteur privé, dans une économie de plus en plus orientée vers le libre jeu des lois du marché. La Mission a utilisé l'aide liée de l'ESF, les mesures d'auto-assistance contenues dans les accords PL 480, et les ressources en monnaie locale générées par ces programmes pour accélérer la mise en place par le GRS des mesures de libéralisation du marché, et le retrait des sociétés étatiques des activités de production et de commercialisation. Les ressources en monnaie locale ont été également utilisées pour accélérer le paiement par le GRS des arriérés dus aux banques et aux petites et moyennes entreprises du secteur privé.

Des résultats tangibles ont été accomplis. Quelques exemples : en 1988, trois-quarts environ du circuit de distribution des engrais étaient entre les mains du secteur privé, les subventions de l'État aux huileries étaient supprimées, la subvention de l'État au prix de la semence d'arachide était éliminée, les restrictions au stockage et au mouvement intérieur des produits céréaliers locaux étaient levées, permettant aux marchands et producteurs un accès plus libre aux marchés, le Projet Développement des Collectivités Locales et de l'Entreprise Privée en Milieu Rural (685-0260) accordait des prêts aux petites entreprises non agricoles, avec un taux de remboursement de 97%, démontrant ainsi

⁵Le 30 Mars 1995, Kemo Balajo et Andres Acedo, de la Mission USAID au Sénégal, visiteront deux postes de santé dans la Région de Kaolack et s'entreteniront avec les Chefs de Poste. À Saly les cases de santé cessèrent de fonctionner en 1990, à Maca-Yop, seules deux cases de santé fonctionnent encore (les dix autres cases sont utilisées de temps en temps, lors de campagnes de vaccination).

la faisabilité d'une structure autosuffisante capable d'accorder des prêts aux petites et moyennes entreprises⁶

Nouveaux projets lancés au cours de la période 1988-1990 Appui au Programme (685-0294) et Gestion de l'Eau dans la Zone Sud (685-0295), AF 1988 , Appui aux ONG (685-0284), AF 1990

Aide hors projet 25 millions de dollars l'AF 1989 (ESF VI et VII) et 26,5 millions de dollars l'AF 1990 (AEPRP II)

L'aide des Etats-Unis au Sénégal pour les deux sous-périodes 1986-1987 et 1988-1990 s'éleva à 236,2 millions de dollars, dont 94,7 millions d'aide aux projets, 88,3 millions d'aide hors projet, 43,2 millions au titre du PL 480 et 10 millions dans le cadre de programmes régionaux (y compris les programmes OMVS/OMVG)

7 La Stratégie de l'Aide Américaine pour la Période 1992-1997

En 1990 la Mission commença à se préparer pour le prochain cycle de programmation 1992-1997 Elle commandita des analyses sectorielles dans les domaines de la santé, l'agriculture, l'éducation, la gestion des ressources naturelles, l'entreprise privée, l'emploi, la femme et le développement, ainsi qu'une analyse macro-économique Les résultats de ces études servirent à l'élaboration du document présentant la nouvelle stratégie de développement pour le Sénégal, maintenant appelée "Country Program Strategic Plan" (CPSP), préparé suivant les directives du Fonds de Développement pour l'Afrique nouvellement établi

Le CPSP pour la période 1992-1997 fut publié en Février 1991 Il décrit les buts du programme, les objectifs stratégiques et les cibles qui guident le travail de l'USAID/Sénégal Il est actuellement en cours de révision et d'ajustement

A Enseignements Tirés

Le CPSP décrit un certain nombre d'idées fausses et d'erreurs commises dans le passé

- L'objectif à long terme de l'USAID/Sénégal a été d'accroître le PNB par habitant et la sécurité alimentaire à travers un processus ordonné de stabilisation de l'équilibre financier et de réforme structurelle, accompagnée d'activités exécutées dans le cadre de projets touchant de vastes domaines de l'agriculture, les ressources naturelles, la santé et la planification familiale Cependant, "l'équilibre financier seul et l'ajustement structurel limite constaté à cette date sont insuffisants pour porter le Sénégal à un niveau supérieur de croissance De plus, l'équilibre financier et l'ajustement structurel sont des objectifs très

⁶En Mars 1995 le taux de remboursement atteignait presque 100%

vastes, hors de portée de l'USAID agissant seule"

- L'USAID a essayé pendant longtemps d'atteindre trois objectifs importants (a) promouvoir une économie de marché dynamique, (b) accroître la production céréalière, (c) améliorer la santé familiale. Cependant, l'USAID est arrivée à la conclusion que ces objectifs sont, aussi, trop vastes

1) L'objectif précédent d'aider le GRS à couvrir 80% de ses besoins alimentaires était démesuré et hors de portée

2) Les approches suivies dans le passé n'ont pas su tenir suffisamment compte des effets négatifs qu'aurait une augmentation à brève échéance de la production céréalière qui n'était pas accompagnée d'un effort concomitant et suffisant pour maintenir la productivité constante du sol. Elles n'ont pas su prêter suffisamment attention aux stratégies complexes et changeantes, alternant travail à leur compte et travail salarié, suivies par les ruraux pour maximiser leurs revenus à partir des ressources disponibles

3) Le GRS et l'USAID ont donné trop d'importance à l'augmentation de la production rizicole dans le Bassin du Fleuve Sénégal, ceci s'est avéré être une approche coûteuse, ou la contrainte première ne fut pas la terre ou l'eau, mais le capital, la gestion et l'esprit d'entreprise

4) L'USAID était engagée dans trop de zones géographiques et dans trop d'activités (de la production agricole à la fixation des prix des céréales, à l'introduction des buffles de trait, à la distillation de l'eau de mer) pour pouvoir assurer une gestion efficace et produire un impact mesurable

5) Bien que la planification familiale demeure inextricablement unie à la santé maternelle et infantile, il est nécessaire de centrer l'intervention de l'USAID sur les éléments le plus étroitement liés à la limitation de la taille de la famille

B La Nouvelle Approche

Tire du Résumé Analytique du CPSP

"La croissance démographique rapide et la dégradation de la base de ressources naturelles sont une menace à l'accélération de la croissance économique qui est essentielle au maintien d'une société sénégalaise traditionnellement ouverte, démocratique et stable. L'USAID/Sénégal a conclu que l'accélération de la croissance est une question centrale et que la croissance démographique et la dégradation de l'environnement sont des problèmes de développement à long terme qui doivent être immédiatement traités"

" le Sénégal doit commencer maintenant à chercher un équilibre entre ses ressources et sa population C'est dans ce cadre que la stratégie de l'USAID/Sénégal a été élaborée Le but primordial du programme d'aide des Etats-Unis au Sénégal est d'améliorer la qualité de vie des Sénégalais par un processus de développement a long terme qui soit équitable, participatif, autosuffisant et durable du point de vue environnemental L'USAID/Sénégal a adopté le but stratégique d'augmenter les revenus du secteur privé par l'exploitation durable des ressources naturelles Etant donné les interactions complexes entre croissance démographique, dégradation des ressources naturelles et augmentation des revenus, l'accent est mis sur l'augmentation à long terme du revenu par habitant "

La réalisation de ce but est structurée sur quatre objectifs stratégiques

1) Limitation de la taille de la famille La stratégie porte à la fois sur la demande et l'offre de services de planification familiale, par le biais de structures aussi bien publiques que privées, avec des différences notables quant aux priorités et à l'application dans le temps entre programmes destinés à la clientèle urbaine et ceux destinés à la clientèle rurale La stratégie, en milieu urbain, est principalement axée sur la fourniture de services et, en milieu rural, sur la sensibilisation et l'acceptation de la planification familiale

2) Augmentation de la productivité agricole dans les zones à pluviométrie fiable La stratégie repose sur l'exploitation des potentialités agricoles de la moitié sud du Sénégal, où une pluviométrie fiable de 400 mm/an au total est assurée quatre années sur cinq A travers un programme combinant l'amélioration de la productivité des sols et l'utilisation accrue de technologies adaptées, l'USAID/Sénégal aide le GRS à augmenter la production céréalière dans ces zones

3) Augmentation de la valeur de l'arboriculture A travers un programme combinant la plantation accrue d'arbres et la conservation des arbres existants, l'USAID/Sénégal aide le GRS à augmenter la valeur de l'arboriculture En Mars 1995 la Mission demanda à Washington l'autorisation de consolider cet objectif stratégique avec celui décrit ci-dessus

4) Libéralisation accrue du marché La stratégie vise à encourager une plus grande libéralisation du marché des produits tirés des ressources naturelles A travers un processus de déréglementation par l'Etat et d'incitation aux initiatives privées, l'USAID/Sénégal aide le GRS à augmenter la valeur de la production agricole commercialisée par le secteur privé, essentiellement par la privatisation de la commercialisation du riz local

Nouveaux projets lancés pendant la période 1991-1994 Recherche Agricole Basée sur les Ressources Naturelles (685-0285), AF 1991, Survie de l'Enfant/Planification Familiale (685-0286), Prévention et Lutte Contre le SIDA (685-0306), Développement de

l'Entreprise Agricole à Kaolack (685-0302) et Aide à l'Organisation des Elections au Sénégal (685-0303), AF 1992, Gestion Communautaire des Ressources Naturelles (685-0305), AF 1993

Aide hors projet fournie pendant la période 1991-1994 PL 480 Titre III les AF 1991 et 1992, Programme d'Ajustement Structurel de la Filière Rizicole (14 millions de dollars) l'AF 1994

Au total, l'aide américaine pendant la période 1991-1994 s'est élevée à 135,4 millions de dollars, dont 89,5 millions pour l'aide aux projets, 23,5 millions pour l'aide hors projet, 21,8 millions au titre du PL 480 et 0,6 million dans le cadre de programmes régionaux

C L'USAID/Sénégal. Un Laboratoire Expérimental

En reponse a l'appel de l'USAID/Washington de "réinventer" l'Agence, l'USAID/Sénégal se porta volontaire pour devenir un laboratoire expérimental ("Country Experimental Laboratory") où seraient essayées de nouvelles approches pour mener a bien la mission de l'USAID

Un groupe de travail ("Task Force") fut constitué avec des représentants des différents Bureaux de la Mission, pour développer une nouvelle structure, composée d'équipes chargées d'exécuter les objectifs du CPSP, et identifier les processus et procédures à changer afin de les rendre opérationnels dans la nouvelle structure proposée

Dans son rapport "Cadre pour la Réingénierie" ("Framework for Reengineering"), approuvé par le Directeur de la Mission en Juillet 1994, le "Task Force" présenta la nouvelle structure trois équipes responsables des objectifs stratégiques ("Strategic Objective Teams", SOT), et une équipe responsable des projets recoupant plusieurs objectifs et des objectifs d'opportunité ("Cross-Cutting and Targets of Opportunity Team", CAT) Ces équipes seraient chargées de la conception, l'élaboration, l'exécution et l'évaluation de toutes les activités relevant des objectifs stratégiques inscrits au programme de l'USAID/Sénégal De plus, des équipes de base ("Core Team") fixeraient les directives de politique générale et fourniraient les services de soutien aux SOT et au CAT Chaque équipe serait animée par un "Coach"

Les SOT et le CAT formeraient des sous-équipes, appelées Equipes d'Exécution des Activités Stratégiques ("Strategy Activity Implementation Teams" - SAIT), responsables des activités spécifiques concernant à l'exécution de chacun des objectifs stratégiques assignés à leur SOT respectif ou CAT Ces sous-équipes seraient formées de membres permanents et de membres à temps partiel, assurant la plupart des tâches (passation de contrats, gestion financière et technique, etc) requises pour permettre à l'équipe d'atteindre l'objectif stratégique qui lui est assigné Seules les fonctions juridique et de programmation seraient absentes des équipes

La nouvelle structure fut mise en place lorsque la Mission s'installa dans ses nouveaux locaux, le 27 Février 1995

ENSEIGNEMENTS TIRES DE L'HISTOIRE DE L'USAID AU SENEGAL

Essayer de tirer les enseignements des trente-cinq dernières années de présence de l'USAID au Sénégal, afin de les utiliser pour planifier le futur, n'est pas une tâche facile, surtout du fait que la scène et les circonstances ont considérablement changé pendant ces trente-cinq années

La scène, au début des années 60, était plus brillante qu'elle ne l'est aujourd'hui, et les circonstances semblaient moins compliquées

Contrairement à beaucoup de pays africains, l'indépendance du Sénégal, ne fut pas précédée de révolution violente. En 1961, le pays était le centre administratif de l'ancienne Afrique Occidentale Française, avec une bureaucratie trop importante et trop puissante⁷, avec un réseau de communications et une infrastructure industrielle relativement bien développées. La population était d'environ 3,5 millions d'habitants, la croissance démographique était proche de la croissance du PNB, et le revenu par habitant demeurait stable

L'aide des Etats-Unis au Sénégal (1961-1970) débuta avec un modeste programme comprenant de petits projets d'assistance technique, des études de faisabilité et des Vivres pour la Paix, fournis à titre de don

A cet époque, on croyait généralement que l'assistance technique à l'Afrique serait temporaire, et que les Etats-Unis avaient le savoir-faire qu'il fallait. En ce qui concerne l'agriculture, "nul ne mettait en doute la présomption selon laquelle les technologies disponibles étaient appropriées aux conditions africaines et qu'elles seraient rapidement répandues si elles étaient appliquées par les services de vulgarisation agricole"⁸

Cette première phase de l'aide bilatérale américaine n'offre pas beaucoup d'intérêt du point de vue des enseignements à tirer. L'exécution du programme fut lente et mal assurée, l'USAID et le GRS apprenant à travailler ensemble à mesure qu'ils avançaient

Lorsque les programmes bilatéraux reprurent en 1974-75, la scène et les circonstances

⁷Dakar était la capitale administrative de l'Afrique de l'Ouest francophone, après l'indépendance, elle devint la capitale d'un petit pays disposant de ressources naturelles limitées

⁸"Evaluation des Activités de l'AID Destinées à Promouvoir le Développement Agricole et Rural en Afrique Sud-Saharienne", Etude Spéciale d'Evaluation No 54 de l'AID,

avaient changé de façon dramatique le pays avait souffert une série de sécheresses très sévères, le glissement progressif vers le Sud des zones de pluie, avaient sérieusement affecté les régions du Sénégal le plus intensément cultivées, le GRS s'était lourdement endetté, le déficit de la balance des paiements était important, l'écart entre croissance démographique et croissance du PNB s'élargissait, et les bailleurs de fonds versaient une aide abondante sur le Sénégal

La stratégie de l'USAID pour aider à attaquer ces problèmes reflétait les tendances du moment de l'aide américaine à l'étranger les "Nouvelles Directions" destinées à satisfaire les besoins humains fondamentaux Une série de projets de développement rural intégré fut lancée, visant les groupes à bas revenus

Lorsque le programme d'aide de 1975-1980 fut évalué en 1980, les faiblesses du développement intégré apparurent

- La plupart des SDR, qui constituaient l'instrument essentiel du développement régional global et de la modernisation de l'agriculture, et canalisait l'aide extérieure destinée à ces activités sectorielles, avaient de sérieux problèmes et étaient inefficaces

- Dans le Bassin Arachidier, la structure coopérative créée par le Gouvernement pour canaliser le crédit et les facteurs non agricoles et pour aider à la commercialisation des récoltes (quelques 2 200 coopératives, dont très peu formées à partir d'une quelconque organisation traditionnelle ou locale) se trouvait dans un désarroi total

- L'approche globale fut mise en question "Nos projets ont presque tous eu des activités supplémentaires non prévues au stade de la conception initiale Parmi elles on peut citer notamment la santé publique, le programme de participation des femmes au développement et la Promotion Humaine Or, quelle a été leur efficacité ? Ces activités auraient-elles dû être davantage intégrées au projet, et comment ? Il semble quelque peu prouvé qu'elles ont constitué des éléments isolés et que dans un cas précis, l'une d'entre elles a été réalisée au détriment du fonctionnement du projet principal Il importe donc d'examiner de près le rôle de ces activités annexes "⁹

- Les projets USAID étaient trop isolés, renfermés, en vase clos Ils étaient essentiellement des expériences de croissance économique, leurs bénéfices n'étaient pas visibles à court ni même à moyen terme Ils ne faisaient pas partie d'une stratégie globale dans le cadre de laquelle les donateurs collaboraient et échangeaient des informations, et leur adéquation quant à la satisfaction des besoins nationaux n'étaient pas évidente

L'Évaluation Conjointe de 1980 amena une série de changements dans l'approche suivie par l'USAID dans son aide au développement du Sénégal meilleure coordination avec les

⁹"Évaluation Conjointe du Programme d'Aide Américaine au Sénégal", Annexe, 1980

autres bailleurs de fonds par le biais du Groupe Consultatif, consolidation des activités de l'USAID dans trois régions géographiques, réduction du nombre de projets, recours accru à l'aide hors projet

Une fois de plus, ces changements reflétaient non seulement les conclusions de l'évaluation conjointe effectuée au Sénégal, mais aussi les tendances générales de l'aide bilatérale et multilatérale du début des années 80. Dans le cas de l'aide américaine, l'Agence, avec un personnel réduit et des ressources financières limitées, passait d'une approche de l'aide basée sur des projets ciblés, demandant un travail de gestion intensif, à une approche de soutien à la réforme des politiques à travers l'aide hors projet (aide aux programmes). Les nouveaux programmes, liés et subordonnés à la réalisation de réformes systémiques clés, suivis jusqu'au bout par le biais d'indicateurs de performance, financés par le Fonds de Soutien Économique à déboursement rapide, allégeaient en même temps les besoins budgétaires à court terme des pays bénéficiaires.

Cependant, malgré une pléthore de plans de développement, de stratégies d'investissement, de programmes de réformes, et un apport d'aide étrangère bilatérale et multilatérale dont le taux par habitant était parmi les plus élevés du monde, la situation du Sénégal au milieu des années 80 était sombre, et les problèmes semblaient presque insolubles. L'économie était stagnante, avec le taux de croissance du PNB le plus bas parmi les pays africains non engagés dans une guerre intérieure ou extérieure, la production agricole par habitant continuait de décliner, le chômage continuait d'augmenter, les importations alimentaires croissaient régulièrement, et la croissance démographique était estimée à plus de trois pour cent par an.

Cette situation était causée par un certain nombre de facteurs, dont quelques uns externes (sécheresses, conjoncture économique internationale), Mais les facteurs critiques, ceux que le GRS pouvait changer, étaient internes : politiques économiques produisant les effets contraires de ceux escomptés, consommations publique et privée excessives, attention insuffisante aux questions de productivité et de discipline, dégradation de l'environnement due aux activités humaines, etc.

Ainsi, l'aide massive aux programmes de réforme des politiques ne fut pas aussi efficace que prévu, malgré toutes les conditionalités et les processus de suivi mis en place par la communauté des bailleurs de fonds.

De nombreuses revues, études et évaluations ont été entreprises par l'USAID, la France, la Banque Mondiale, etc. pour analyser les programmes d'ajustement du Sénégal. Les conclusions, tout en reconnaissant que beaucoup de changements institutionnels positifs ont eu lieu, relevaient un certain nombre de causes expliquant les faiblesses de ces

programmes, parmi lesquelles celles citées par Elliot Berg¹⁰

- Non exécution des programmes de réformes, due à "l'érosion de la volonté et de la capacité politiques du Sénégal d'effectuer les réformes, en raison de l'environnement de l'aide dans lequel les réformes se sont opérées beaucoup de bailleurs de fonds, beaucoup d'argent, et une atmosphère de clémence ('pas de sanctions') et de contraintes budgétaires légères"

- Les tentatives de réforme contenaient trop d'objectifs contradictoires, étaient exécutées avec l'aide de trop peu d'instruments politiques, étaient sujettes aux pressions de groupes d'intérêt fortement implantés, et manquaient d'un appui étendu au sein même de l'administration

En Février 1991, le CPSP de l'USAID/Sénégal pour les Années Fiscales 1992-1997 concluait que "l'équilibre financier seul, et l'ajustement structurel limité constaté à cette date, sont insuffisants pour porter le Sénégal à un niveau supérieur de croissance. De plus, l'équilibre financier et l'ajustement structurel sont des objectifs très vastes, hors de portée de l'USAID agissant seule". Les trois cibles principales (promouvoir une économie de marché dynamique, accroître la production céréalière, améliorer la santé familiale) que l'USAID/Sénégal avait cherché à réaliser pendant longtemps étaient trop vastes et hors de portée

Le CPSP proposait de se concentrer sur le problème fondamental auquel le Sénégal a dû faire face depuis son indépendance - atteindre l'équilibre entre croissance démographique et ressources naturelles

" Le but primordial du programme d'aide des Etats-Unis au Sénégal est d'améliorer la qualité de vie des Sénégalais par un processus de développement à long terme qui soit équitable, participatif, autosuffisant et durable du point de vue environnemental "

Compte tenu des résultats généralement limités des programmes de réforme structurelle entrepris par le Sénégal, la Mission chercherait la concertation sur les questions macro-économiques avec un esprit plus sélectif, se concentrant sur les questions macro-économiques et de politique qui seraient le plus étroitement liées à sa stratégie en matière de population et de ressources naturelles

Une fois de plus, l'USAID/Sénégal suivait fidèlement la nouvelle approche préconisée par l'Agence vers la fin des années 80 la "Stratégie de Développement Durable" qui encourage le soutien au développement durable et participatif, le partenariat, l'approche

¹⁰"Adjustment Postponed Economic Policy Reform in Senegal in the 1980s", par Elliot Berg, Octobre 1990

globale aux actions de développement Fondamentalement, les programmes de l'USAID "viseraient à développer les capacités locales, à favoriser la participation et encourager l'esprit de responsabilité, la transparence, la décentralisation, et la responsabilisation par les communautés locales et les individus "¹¹

La stratégie du CPSP mettait bien l'accent sur la nécessité de promouvoir une plus grande appropriation des réformes par les Sénégalais, et la nécessité de promouvoir les groupes d'intérêt, représentant toutes les couches de la population, pour soutenir ces réformes Cependant, le CPSP ne disait pas comment ces actions nécessaires seraient abordées

- Quatre objectifs stratégiques étaient décrits (limitation de la taille de la famille, augmentation de la productivité agricole dans les zones à pluviométrie fiable, augmentation de la valeur de l'arboriculture, libéralisation accrue du marché), par le biais desquels la Mission soutiendrait le GRS Cependant, ils passaient sous silence le partenariat, la participation, etc De même, l'accent nouveau mis par l'Agence sur les approches globales, l'esprit de responsabilité, la transparence, était absent du CPSP

- Sous chaque objectif, les cibles retenues étaient celles que la Mission jugeait possible d'atteindre dans la période 1992-1997, compte tenu des priorités qu'elle s'était fixées et des ressources financières disponibles Pour chaque cible, le CPSP présentait les stratégies, approches et actions possibles, pour ne retenir que celles jugées réalistes, faisables et à portée de l'USAID Un certain nombre de stratégies, approches et actions utilisées par la Mission dans le passé étaient rejetées, ayant été jugées erronées, non réalistes et trop ambitieuses

S'il fallait qualifier le CPSP, les mots "prudent" et "humble" semblent appropriés La prudence était en fait de mise En 1992 et 1993, le Sénégal se trouva au bord de l'effondrement financier en raison de préoccupations politiques l'année électorale 1992-1993 consuma ressources et énergie, des problèmes urgents de développement furent relégués par le GRS, l'action des rebelles interrompit les activités de développement en Casamance

Le Sénégal aborda l'année 1994 privé d'aide à l'ajustement en provenance de la Banque Mondiale et du FMI L'absence de tels accords avait entraîné la suspension du soutien financier d'autres bailleurs de fonds importants Finalement, à la suite de la dévaluation du Franc CFA en Janvier 1994, les bailleurs de fonds reprurent leur aide au Sénégal, et l'obstacle principal au développement économique du pays, à savoir la non compétitivité des prix, fut éliminé en grande partie

L'USAID/Sénégal se prépare actuellement à planifier et élaborer son prochain programme

¹¹"Strategies for Sustainable Development", U S Agency for International Development, March 1994

d'aide quinquennal Des évaluations en profondeur seront entreprises dans différents secteurs (la présente histoire de l'USAID au Sénégal constituera le document de fond accompagnant ces évaluations), des consultations seront organisées avec les partenaires et clients

En même temps, le personnel réduit de l'USAID/Sénégal, centre expérimental appelé à se "reinventer", doit consacrer "des quantités énormes de temps à des problèmes allant de la réorganisation des employes en équipes, à la formation technique de ces équipes pour les rendre opérationnelles, de l'amorçage d'une culture de collaboration avec partenaires et clients à l'élaboration des instruments de délégation de pouvoirs internes donnant plus de responsabilités aux employés, et de la préparation de nouvelles descriptions des tâches à la conception de nouveaux processus de gestion administrative informatisée Réinventer l'USAID/Dakar et mettre en place des systèmes permettant une gestion axée sur les résultats sont 'les deux plus grandes priorités' Elles sont étroitement liées Mais elles font appel au même ensemble de moyens limités "

La conjonction de l'effort de réorganisation et de la rédaction du prochain programme va certes beaucoup stresser le personnel de l'USAID/Sénégal "Réinventer" de nouvelles méthodes de travail représente une expérience nouvelle pour tous Par contre, évaluer les différents secteurs de l'économie du Sénégal n'est pas un exercice nouveau, beaucoup d'évaluations ont été effectuées dans le passé, qui ont fourni des informations utiles et abondantes

Voici quelques observations relevées dans un certain nombre d'évaluations effectuées lors de la préparation de CDSS précédents Ces observations peuvent avoir un rapport avec les activités qui seront inscrites au prochain programme, elles devront certainement être vérifiées au cours des évaluations à venir pour s'assurer de leur actualité

► Trop (de conditionalités), c'est trop ?

Dans l'aide aux programmes, les dispositions liant l'aide ont été considérées comme un levier puissant pour encourager le GRS à entreprendre une réforme des politiques Cependant, selon le CPSP, l'ajustement structurel obtenu jusqu'à présent a été limité Est-ce à dire que les conditions liées aux accords bilatéraux et multilatéraux n'ont pas été aussi efficaces que prévues?

" Trop [de réformes] ont été tentées trop vite Les conditionalités ou 'actions requises' étaient excessives en nombre et en complexité Et malgré l'évidence d'une indigestion administrative, le nombre de conditionalités a augmenté à chaque PAS¹² (La tendance a été renversée lors du PAS IV, centre de façon plus pointue) "

¹²Prêt à l'Ajustement Structurel ("Structural Adjustment Loan")

"Les conditionalités explicites sont souvent inadéquates, habituellement inefficaces, et parfois conduisent au resultat contraire. Elles sont clairement inadéquates dans trois situations : lorsqu'il s'agit de reforme institutionnelle, lorsque le gouvernement n'a pas la maîtrise complète de l'action satisfaisant à la condition, et lorsqu'il n'y a pas consensus technique. Cependant, au Sénégal, les conditionalites ont été imposées dans de nombreux cas ou ces circonstances etaient présentes "

"Le remplacement de conditionalites ex-ante explicites par des accords ex-post implicites ecartera les faux-fuyants, encouragera le vrai dialogue, et suscitera l'appropriation par les acteurs locaux "13

"La concertation constructive requiert une meilleure recherche, une meilleure analyse en matiere de politique, de la part des interlocuteurs [représentant] l'A I D et le pays hôte, une approche basée sur la collaboration, l'experimentation et l'apprentissage, plutôt que sur l'imposition de conditions et la confrontation "14

" Cependant, il y a veritable danger de 'sur-conditionalité'. Avec quatre institutions différentes assurant le suivi d'une demi douzaine probablement de reformes, dans trois ou quatre domaines différents, le nombre de mesures requises en matiere de réforme devient impossible à gérer. On demande au GRS d'agir simultanément dans trop de domaines, reduisant ainsi les chances de succes dans l'un quelconque de ces domaines, et créant une situation de 'tout-ou-rien' dans laquelle l'échec dans quelques domaines conduit au retrait total des fonds "15

► Donner ou ne pas donner est-ce la la question ?

Une des raisons du lent progrès du Sénégal en matiere de développement semble être l'abondance d'aide étrangère

"Nous trouvons que la raison principale sous-jacente a la non exécution est l'érosion de la volonté et de la capacite politiques du Sénégal d'effectuer les réformes, en raison de l'environnement de l'aide dans lequel les réformes se sont operées : beaucoup de bailleurs de fonds, beaucoup d'argent, et une atmosphere de clémence ('pas de sanctions') et de contraintes budgétaires legeres. Deux dilemmes se posent. Le premier est que le Senégal peut avoir besoin de plus d'aide pour aborder les ajustements [qui avaient été] remis à plus tard, alors que les niveaux

¹³"Adjustment Postponed ", par Elliot Berg Associates, Octobre 1990

¹⁴"An Assessment of A I D Activities ", Etude Spéciale No 54 de l'A I D

¹⁵"Making Aid Work - An Analysis of Aid Programs and Aid Policy Problems in the Republic of Senegal", par Ellen A Goldstein, Mai 1984

d'aide sont déjà si substantiels qu'ils sapent la volonté de reformer "

"Le problème principal est que l'aide trop facilement disponible a affaibli l'élément clé de la responsabilité politique - la nécessité de faire des choix "

"La réduction du volume de l'aide est nécessaire pour que le Sénégal compte davantage sur lui-même et pour que diminuent les effets secondaires négatifs causés par des apports massifs d'aide, notamment les effets de distorsion sur l'exercice de la responsabilité politique et sur le développement institutionnel. Nul pays ne peut éviter des distorsions sévères lorsque l'aide représente près de 20 pour cent de son produit national "16

" Ces influences - jointes au taux par habitant très élevé d'aide au développement offerte au Sénégal par les bailleurs de fonds dans les années 80 - ont fait que les hauts responsables Sénégalais ont pu souvent se permettre le luxe de réagir aux propositions des bailleurs de fonds. Dans beaucoup de cas, la prise de décisions officielles concernant la politique économique et la planification se limitaient à déterminer comment exploiter les sources extérieures de financement les plus vulnérables "

"Jusqu'à un passé relativement récent, cette approche permettait habituellement au gouvernement de ne rien changer à sa politique et au développement sectoriel. Parallèlement, les réformes les plus pointues proposées par les plus agressifs des principaux bailleurs de fonds ont été souvent émusées, ou leurs effets évités, simplement en exploitant le gouvernement aux points de divergence entre bailleurs de fonds, jusqu'à ce que le consensus se fût désintégré. Une autre tactique était de donner son accord de principe à un changement politique difficile, et de bloquer ensuite sa mise à exécution jusqu'à ce que les bailleurs de fonds eux-mêmes usent abandonné des éléments clés, ou accepté des compromis pour la mise en œuvre [des réformes], et/ou fussent revenus à des 'mouvements de fonds' vers le Sénégal, pour des raisons diverses, n'ayant aucun rapport avec l'adhésion [ou non adhésion] du gouvernement au programme convenu de changements de politiques "17

"Certains soutiennent que c'est précisément l'abondance de l'aide qui maintient le Sénégal au bord du désastre financier. Ils croient que le fait de savoir la France - et depuis quelques années le FMI, la Banque Mondiale et les États-Unis - toujours prêts à soutenir l'économie sénégalaise, a créé un 'coussin' qui permet au GRS de ne pas considérer sérieusement l'ajustement économique "

¹⁶"Adjustment Postponed ", by Elliot Berg Associates

¹⁷"Macroeconomic and Sectoral Adjustment Programs in Senegal", par John H. Eriksen, Ithaca International Limited, Mai 1990

"Du fait qu'un coussin d'aide étrangère a permis au GRS d'éviter l'ajustement économique aussi longtemps, on peut être tenté de conclure que la meilleure politique à suivre par les bailleurs de fonds, afin de promouvoir un tel ajustement, serait de retenir toute aide supplémentaire. Si l'aide était retenue, le Sénégal serait forcé d'entreprendre un ajustement économique rapide, radical - devant choisir entre 'nager ou couler'. Ceux qui croient que le Sénégal, par nécessité, déciderait de 'nager', surestiment à la fois l'allure à laquelle l'ajustement peut se faire, étant donné les contraintes politiques, et le degré d'ajustement possible à court et moyen termes, étant donné le manque de ressources."¹⁸

¹⁸"Making Aid Work", par Ellen A. Goldstein, May 1984

BIBLIOGRAPHIE

NOTE Les documents ci-après sont disponibles au Centre de Documentation de l'USAID/Sénégal, à l'exception de ceux marqués d'un astérisque (*), qui sont disponibles au Bureau de la Conseillère Juridique Régionale. Ils sont tous en Anglais, à l'exception du document "Vue d'Ensemble du Programme Actuel de l'USAID au Sénégal", disponible également en Français

Cowey, Colette Claude Senegal Economic Analysis, Février 1991

* Economic, Financial, Technical and Related Assistance Agreement between the United States of America and the Republic of Senegal, Mai 1961

Elliot Berg Associates Adjustment Postponed Economic Policy Reform in Senegal in the 1980s, Octobre 1990

Eriksen, John H Macroeconomic and Sectoral Adjustment Programs in Senegal, Ithaca International Limited, Juin 1990

* Foreign Assistance Act of 1961

Goldstein, Ellen A Making Aid Work An Analysis of Aid Programs and Aid Policy Problems in the Republic of Senegal, 1981-1983, Mai 1984

USAID/Senegal The A I D Program in Senegal, Janvier 1981

USAID/Senegal Assessment of Program Impact, Année Fiscale 1992, Non Daté

USAID/Senegal Assessment of Program Impact, Mars 1995

USAID/Senegal Country Program Strategic Plan for Senegal, 1992 to 1997, Février 1991

USAID/Senegal Joint Assessment of U S Assistance Programs in Senegal, Juillet 1980

USAID/Senegal Vue d'Ensemble du Programme Actuel de l'USAID au Sénégal, Février 1982, Mars 1983, Mai 1984, Février 1987, Juillet 1988, Mars 1990, Mars 1993, Décembre 1994

USAID/Senegal Senegal Action Plan, Année Fiscale 1990

USAID/Senegal Senegal Country Development Strategy Statement, Annees Fiscales 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1987 and 1989

USAID/Senegal Summary of U S Economic Assistance to Senegal, Avril 1967

USAID/Washington An Assessment of A I D Activities to Promote Agricultural and Rural Development in Sub-Saharan Africa, A I D Evaluation Special Study No 54, Avril 1988

USAID/Washington Dakar Area Program, Regional Development Office, Dakar, 1973

USAID/Washington Introduction, 1961 Congressional Presentation

USAID/Washington Introduction, Program for the Decade of Development, President Kennedy's Special Message on Foreign Aid, 22 Mars 1961

* USAID/Washington Memorandum by Ed Spriggs, A/GC/AFR, on Foreign Assistance legislation, 1992

USAID/Washington Report of Audit on the U S A I D Operations Office in Senegal, Audit Report No 70-250, Office of Audit, Auditor General, 30 Jun 1970

* USAID/Washington Strategies for Sustainable Development, Mars 1994

HISTOIRE DE L'USAID AU SENEGAL

COMPARAISON DES STRATEGIES DE L'USAID AU SENEGAL

ENSEIGNEMENTS TIRES

A. COMPARAISON DES STRATEGIES DE L'USAID AU SENEGAL

Essayer de comparer les stratégies suivies par l'USAID au Sénégal pendant les dernières trente cinq années, en vue de tirer les leçons pour l'avenir, est un travail ardu, pour une raison essentielle : la scène et les circonstances ont changé d'une période à l'autre, et les bases de comparaison sont difficiles à établir. La stratégie suivie à une époque particulière était déterminée par un grand nombre de facteurs et de circonstances divers existant au moment où la stratégie était conçue ou mise en place.

En plus des circonstances changeantes, un certain nombre de facteurs conditionnait le travail de la Mission :

- Avant tout, la Mission devait suivre les priorités et les tendances établies par le Congrès des Etats-Unis et par le siège de l'USAID à Washington. Les activités conçues et mises en oeuvre étaient celles auxquelles l'Agence avait réservé des fonds dans son budget.

- A l'intérieur de ce cadre de travail, la Mission essayait de répondre aux priorités et contraintes propres au Gouvernement du Sénégal (GRS) - qu'elles fussent politiques, économiques ou sociales. Etant donné les ressources limitées mises à la disposition de la Mission, cette réponse ne pouvait être que partielle et insuffisante.

- La Mission devait aussi tenir compte des activités des autres bailleurs de fonds au Sénégal, afin d'éviter les doubles emplois, répétitions et activités hors de propos¹⁹.

- D'autres facteurs tels que la pluviométrie adéquate ou la sécheresse, la bonne ou la mauvaise récolte, les cours mondiaux, l'instabilité politique ou sociale, etc. venaient s'ajouter et influencer l'efficacité de la stratégie adoptée.

Une fois que les interventions possibles de l'USAID avaient été identifiées (celles où l'on

¹⁹Ce ne fut pas toujours le cas. L'évaluation conjointe de 1980 signalait que les projets de l'USAID étaient trop isolés, renfermés et en vase clos. Certains de ces projets faisaient double emploi en raison du manque de collaboration avec le GRS et les autres donateurs, d'autres n'avaient aucun rapport avec les problèmes macro-économiques.

pouvait tirer le meilleur parti de la supériorité relative de l'aide américaine), et que le programme avait été élaboré, la Mission devait encore arriver à faire approuver ledit programme par le siège de Washington ¹²⁰

Les pages qui suivent présentent une brève comparaison des stratégies suivies par l'USAID au Sénégal. Elle se veut une description sommaire, facile à consulter, et non une discussion détaillée de ces stratégies, de leurs différences, et des raisons qui ont motivé les changements qu'elles ont subis.

Aux fins de comparaison, les stratégies suivies par la Mission pendant les périodes 1961-1970 et 1970-1975 sont difficiles à évaluer. Il y a peu d'informations sur la première période, et peu de rapport entre les programmes bilatéraux habituels et la stratégie régionale suivie pendant la deuxième période. Une vue d'ensemble des stratégies appliquées pendant la période 1975-1995 semble indiquer que la Mission est passée (pour l'exprimer de façon légère) de l'attitude "Nous pouvons aider le Sénégal à se développer - à notre manière" à celle de "Nous pouvons aider le Sénégal à se développer - pas nécessairement à la manière Sénégalaise", à celle de "Nous voulons aider le Sénégal à se développer - mais de quelle manière ?"

1) D'une douzaine environ de projets en 1980, la Mission est passée à quelque cinquante projets vers le milieu des années 80, qu'elle a réduits à une douzaine vers la fin de cette décennie, niveau qu'elle maintient toujours en 1995.

2) La Mission est passée a) d'un petit nombre de projets de développement rural intégré, essayant de faire trop de choses, trop vite, dans trop de zones géographiques, à la fin des années 1970, b) à un trop grand nombre d'activités, essayant de faire trop de choses, trop vite, dans trop de zones géographiques, au milieu des années 80, c) à un petit nombre d'activités choisies, étroitement liées à sa stratégie visant l'équilibre entre croissance démographique et ressources naturelles, dans les années 90, des cibles bien spécifiques ont été identifiées, des indicateurs de progrès ont été définis, des résultats concrets à atteindre ont été précisés. (Tout au long, l'USAID/Sénégal a été le leader, parmi les bailleurs de fonds, dans le domaine de la planification familiale, elle joue également un rôle de leader en matière de gestion de l'environnement et des ressources naturelles).

3) La Mission est passée des projets d'assistance technique, accompagnés de programmes PL 480, au milieu des années 70²¹, sans lien avec les problèmes macro-

²⁰A l'heure actuelle la Mission doit faire face à un problème interne qui la dépasse l'extrême étroitesse du budget de fonctionnement, qui limite sa capacité de mener à bien le programme d'aide des Etats-Unis au Sénégal.

²¹Les programmes de PL 480 font partie du programme d'aide américaine depuis 1961.

economiques, à un mélange d'aide aux projets et d'aide hors projet soutenant l'ajustement structurel et l'équilibre financier. Au milieu des années 80, la Mission avait un programme bien équilibré d'aide aux projets et aide hors projet, ce dernier type d'assistance atteignit 75%, son point culminant, au cours de l'Année Fiscale 1990, avant de décliner à nouveau.

4) La Mission passa de projets d'assistance technique discontinus, prototypes trop isolés, en vase clos, aux projets sectoriels élaborés conjointement avec le GRS, mettant l'accent sur la concertation et le développement institutionnel. Il y a actuellement plus de coordination entre l'USAID, le GRS et les autres bailleurs de fonds, bilatéraux et multilatéraux. La Banque Mondiale et le FMI constituent le fer de lance des bailleurs de fonds, en matière de coopération avec le GRS, dans les domaines des réformes structurelles et du soutien budgétaire.

5) A la fin des années 80, la Mission se rendit compte que l'équilibre financier et l'ajustement structurel étaient des buts trop vastes, hors de sa portée, et décida de centrer son programme de façon plus pointue sur les problèmes macro-économiques et de réformes des politiques étroitement liés à sa stratégie visant l'équilibre entre croissance démographique et ressources naturelles. Les objectifs stratégiques (promouvoir une économie de marché dynamique, accroître la production céréalière, améliorer la santé familiale) s'avèrent également trop vastes. Arriver à une autosuffisance alimentaire de 80% des besoins était hors de portée, augmenter la production rizicole dans le Bassin du Fleuve Sénégal s'est avéré une approche coûteuse. Les activités dans le domaine de la santé maternelle et infantile doivent se limiter aux éléments les plus étroitement liés à la limitation de la taille de la famille.

6) L'USAID/Sénégal choisit de se retrancher dans un programme portant sur un nombre limité d'activités sélectionnées, sa stratégie pour la période 1992-1997 "met l'accent en même temps sur la nécessité de développer une plus grande appropriation des réformes par les Sénégalais, et sur la nécessité de promouvoir de bas en haut les groupes d'intérêt qui soutiennent ces réformes".

7) Jusqu'à la fin des années 80, le but de l'aide américaine avait été présentée de façon constante comme étant l'autosuffisance alimentaire du Sénégal. A la fin des années 80, ce but devint l'augmentation du PNB par habitant et la sécurité alimentaire. Au début des années 90, le but est d'améliorer la qualité de vie des Sénégalais grâce à l'augmentation du revenu par habitant.

B ENSEIGNEMENTS TIRES DES STRATEGIES PASSEES

1961-1970 STRATEGIE Accroître la production alimentaire

**Approche Assistance technique de courte durée et programmes PL
480 Projets financés avec des fonds en dollars et en mon-**

naie locale.

ENSEIGNEMENTS * Début du programme lent et hésitant, projets en agriculture, construction d'écoles et formation
 * Riziculture identifiée comme activité prioritaire, la Casamance reconnue zone géographique d'intérêt spécial

1970-1975²² STRATEGIE **Accroître la production alimentaire**

Approche **Programmes multilatéraux, soutien au développement institutionnel Programmes régionaux exécutés à travers deux institutions sous-régionales, l'OMVS et l'ADRAO**

ENSEIGNEMENTS * Les institutions sous-régionales d'Afrique de l'Ouest sont des partenaires de développement défaillants
 * Pays sans expérience dans l'exécution de programmes nécessitant un haut degré de coordination délicate et bien orchestrée pour l'utilisation efficace des apports des bailleurs de fonds
 * Les pays doivent jouer un rôle croissant dans les différents aspects de programmation des politiques et priorités de développement régional

1975-1980²³ STRATEGIE **Atteindre l'autosuffisance alimentaire**

Approche **Projets de développement rural intégré et programmes PL 480 Cibles introduire de meilleurs "paquets" de techniques agricoles, promouvoir l'agriculture en irrigué, l'élevage et la gestion des parcours, mettre en place un système pour la fourniture de soins de santé en milieu rural Au début, projets à court terme, suivis de projets à plus long terme. Projets dans cinq régions géographiques**

ENSEIGNEMENTS * La faible productivité des capitaux et des ressources en main d'oeuvre du Sénégal est au centre des problèmes de développement du pays
 * Nécessité de se concentrer sur les activités sectorielles
 * Nécessité d'améliorer l'organisation et la gestion des ressources physiques, naturelles et humaines du Sénégal

²²Le programme bilatéral s'est arrêté autour de 1970, excepte la PL 480

²³Les programmes bilatéraux ont été rétablis en 1974-1975

** Projets trop isolés, faisant parfois double emploi , besoin d'une plus grande collaboration avec le GRS et les autres bailleurs de fonds*

** Etablir des rapports entre chaque projet et les besoins macro-économiques et sociaux du Sénégal*

** Concentrer les activités dans les régions où l'USAID a déjà investi de façon à maximiser la rentabilité des investissements*

** Activités supplémentaires ajoutées aux projets ne sont pas totalement intégrées, peuvent nuire au fonctionnement des projets*

** Les projets devraient être orientés vers l'accroissement de la productivité plutôt que l'accroissement de la production, tout spécialement dans le secteur rural*

** Former les ruraux à la construction et à l'entretien de l'infrastructure rurale et des nouveaux biens productifs*

** Impliquer les bénéficiaires dans l'élaboration, la gestion, l'exécution et le financement des projets Former les bénéficiaires pour qu'ils puissent assumer ces responsabilités*

** Accroître l'efficacité des programmes en élaborant des projets plus flexibles*

** Réduire la dépendance vis-à-vis des services publics en matière d'accroissement de la production rurale*

** Comprendre comment des marchés moins réglementés gèrent le crédit, la vente des intrants et des récoltes, comment ils peuvent être utilisés en tant qu'instruments de la politique de développement*

1983-1986 STRATEGIE **Attendre à la fin du siècle l'autosuffisance alimentaire, définie en tant que capacité du Sénégal de nourrir sa population, même en période de sécheresse, par la production vivrière, son stockage et sa commercialisation**

Approche **Concertation, développement institutionnel, promotion du secteur privé, transfert de technologie Deux programmes**

1) Programme agricole visant l'accroissement et la diversification de la production et du commerce. Cibles levée des contrôles et commercialisation progressives, de la production agricole, développement de pratiques agricoles plus efficaces , augmentation des terres cultivées, gestion plus efficace des ressources en sols, eau et bois

2) Programme de développement humain visant une meil-

leure nutrition et un meilleur accès général aux soins de santé familiale, en vue de soutenir l'effort de production et de réduire le taux de croissance démographique
Cibles établissement d'un système modèle de soins de santé en milieu rural ; formulation d'une politique nationale en matière de population, meilleur accès aux soins de santé primaires , meilleur statut social et économique pour la femme

Principaux changements par rapport à la stratégie de 1975-1980 : recours plus important à l'aide hors projet et aux ressources en monnaie locale pour équilibrer la balance des paiements du Sénégal et soutenir les réformes de politiques , plus grande participation des groupements de producteurs locaux et du secteur privé , plus grande concentration géographique (activités dans trois au lieu de cinq régions) et moins de projets (nombre réduit de 34 à 13) , meilleure coordination avec le GRS et les autres bailleurs de fonds

ENSEIGNEMENTS

* *Dans le passé, l'accent était mis sur le développement de zones géographiques, mais peu de progrès avait été réalisé dans l'amélioration de la production agricole globale et dans le renversement de la dégradation de l'environnement - en fait, la situation avait empiré. Bien que le recentrage du programme de l'USAID fût approprié, il était mené dans un environnement politique inapproprié. L'adoption par le GRS de la Nouvelle Politique Agricole (NPA) rendit ce programme caduc*

* *Nécessité d'élargir la connaissance de domaines clés de l'économie, tels que les contraintes empêchant le secteur privé de jouer un rôle plus important, interactions dans le secteur privé, possibilités de cultures de substitution aux arachides, etc*

1986-1988 STRATEGIE Attendre l'autosuffisance alimentaire, définie en tant que capacité du Sénégal de nourrir sa population, même en période de sécheresse, par la production vivrière, son stockage et sa commercialisation. A court terme, augmentation du taux par habitant du PNB

Approche Stratégie en quatre points : 1) soutenir l'ajustement structurel et les réformes entreprises par le GRS , 2) aider à la solution de problèmes institutionnels et d'infrastructure

empêchant la croissance de la production agricole , 3) soutenir les activités créatrices de revenus contribuant à la protection de l'environnement et à l'accroissement de la production ; 4) améliorer la capacité productive des travailleurs ruraux et la qualité de vie par la fourniture de services de santé et de planification familiale

Trois cibles subsidiaires 1) meilleure performance économique grâce aux réformes structurelles , 2) augmentation d'au moins 5% par an de la production céréalière grâce à un apport suffisant d'intrants et d'eau, et à la commercialisation appropriée ; 3) diminution du taux de fécondité grâce à la planification familiale.

Changements importants par rapport à la stratégie antérieure accent mis sur l'élimination des contraintes à la production agricole (plutôt qu'interventions dans des zones spécifiques), accent mis davantage sur la création de revenus en milieu rural, lancement d'un programme important de reboisement et de régénération des sols, attention réduite à la croissance institutionnelle du secteur public

Programme divisé à parts égales entre aide aux projets et aide hors projet Nouvelle génération d'activités pour aider à réaliser la NPA, conçues pour développer la technologie, transférer des techniques améliorées aux agriculteurs et entreprises rurales, et soutenir l'expansion de la production à travers des structures de marché libre. Activités de moindre importance éliminées (nombre de projets réduit de 47 en 1984 à 12 en 1988).

ENSEIGNEMENTS

- * *Nécessite de cohérence et de sélectivité au moment d'établir les termes de conditionalité*
- * *Nécessité d'une meilleure compréhension du comportement des agriculteurs et des entreprises dans les domaines clés de politique*
- * *Nécessité de cohérence entre aide aux projets et aide hors projet*
- * *Nécessité d'une coordination plus étroite entre bailleurs de fonds*
- * *L'USAID est impliquée dans trop de zones géographiques et trop d'activités (de la production agricole à la fixation des prix des céréales, à la traction par buffle, à la distillation*

d'eau) pour pouvoir les gérer efficacement et obtenir un impact mesurable

1988-1990 STRATEGIE Accroître le PNB par habitant et la sécurité alimentaire, par un processus d'assainissement financier et de réforme structurelle, et à travers des projets sélectionnés dans des domaines clés de l'agriculture, les ressources naturelles, la santé et la planification familiale

Approche Priorités stratégiques aider le GRS à 1) élaborer et exécuter des réformes au niveau macro-économique dans les secteurs de l'agriculture et de la santé familiale , 2) réduire les contraintes liées aux institutions, aux infrastructures et à l'environnement qui ralentissent l'accroissement de la production agricole , 3) étendre les prestations de services de santé, de nutrition et de planification familiale afin d'augmenter la productivité et améliorer la qualité de vie

Attention centrée sur 1) amélioration du rendement fiscal et de l'affectation de ressources aux secteurs productifs , 2) restauration des disponibilités liquides et réforme du secteur bancaire , 3) mise en oeuvre d'une stratégie cohérente en vue d'une autosuffisance alimentaire raisonnable , 4) diminution du rôle des sociétés régionales de développement , 5) privatisation de la distribution des intrants agricoles ; 6) libéralisation de la commercialisation des céréales ; 7) développement d'un modèle reproductible de système autonome de soins de santé primaires, au niveau communautaire, qui inclut des programmes complets de survie de l'enfant et de planification familiale volontaire

Dans l'aide au secteur agricole, accent mis sur . 1) vulgarisation de techniques peu coûteuses d'irrigation et de gestion de l'eau, 2) développement des activités de reboisement et de conservation, 3) promotion de la production et de la commercialisation privées des intrants et des extrants agricoles , 4) renforcement de la recherche agronomique et de la technologie agricole, spécialement en faveur des systèmes de cultures céréalières dans les zones de cultures pluviale et irriguée

Les projets d'aide à la santé familiale mettent l'accent sur

la survie de l'enfant, grâce à l'immunisation, la réhydratation par voie orale et une meilleure nutrition, et la planification familiale élargie, essentiellement par l'espace-ment des naissances

Trois objectifs stratégiques • promouvoir une économie de marché dynamique, accroître la production céréalière, améliorer la santé familiale.

ENSEIGNEMENTS

* *L'équilibre financier et l'ajustement structurel restreint obtenus sont insuffisants pour apporter une croissance plus significative*

* *L'équilibre financier et l'ajustement structurel sont des buts très vastes, hors de portée de l'USAID*

* *Promouvoir une économie de marché dynamique, accroître la production céréalière, améliorer la santé familiale sont également des objectifs trop vastes*

* *Atteindre l'autosuffisance alimentaire à 80% était aussi un objectif trop vaste, hors de portée*

* *Les approches suivies dans le passé n'ont pas tenu suffisamment compte des effets négatifs entraînés par une augmentation à brève échéance de la production céréalière non accompagnée par le maintien de la productivité constante du sol*

* *Les approches suivies dans le passé n'ont pas su prêter attention aux stratégies complexes et changeantes, alternant travail à leur compte et travail salarié, suivies par les ruraux pour maximiser leurs revenus à partir des ressources disponibles*

* *Le GRS et l'USAID ont donné trop d'importance à l'augmentation de la production rizière dans le Bassin du Fleuve Sénégal, ceci s'est avéré être une approche coûteuse, où la contrainte première n'était pas la terre ou l'eau, mais le capital, la gestion et l'esprit d'entreprise*

* *Bien que la planification familiale demeure inextricablement liée aux activités de santé maternelle et infantile, il est nécessaire de se concentrer sur les éléments les plus étroitement liés à la limitation de la taille de la famille*

1992-1997 STRATEGIE Améliorer la qualité de vie des Sénégalais par un processus de développement à long terme équitable, participatif, autosuffisant et durable du point de vue environnemental

Approche But stratégique augmenter les revenus du secteur privé

dérivés de l'exploitation durable des ressources naturelles
Objectif à long terme accroître le revenu par habitant
Quatre objectifs stratégiques 1) Limitation de la taille de la famille , la stratégie porte sur la demande et l'offre de services de planification familiale, par le biais de structures publiques et privées , 2) Productivité agricole accrue dans les zones à pluviométrie fiable, grâce à l'amélioration de la productivité des sols et à une plus grande utilisation de technologies adaptées , 3) Valeur accrue de l'arboriculture grâce à la plantation de plus d'arbres et la conservation des arbres existants (cet objectif stratégique a été consolidé avec l'objectif No 2) , 4) Libéralisation accrue du marché grâce à une diminution de la réglementation gouvernementale et une augmentation de l'activité du secteur privé.

HISTOIRE DE L'USAID AU SENEGAL**LISTE DES DIRECTEURS DE LA MISSION USAID AU SENEGAL**

- 1960 - 1961 Jack H VAUGHN, Directeur de la Mission (*)
- 1961 - 1962 Robert B BLACK, Directeur de la Mission
- 1963 Jacob L CRANE, Chef de la Division de la Programmation
- 1964 - 1965 ?
- 1966 - 1968 William M BLAISDELL, Chef des Operations de l'AID
- 1969 - 1970 Walter J SHERWIN (**), Chef des Operations de l'AID
- 1971 - 1975 David MCADAMS, Chef du Bureau de Développement Régional
- 1975 - 1979 Norman Schoonover, Directeur de la Mission
- 1979 - 1984 David Shear, Directeur de la Mission
- 1984 - 1989 Sarah Jane Littlefield, Directrice de la Mission
- 1990 - 1994 Julius E Coles, Directeur de la Mission
- 1994 - Anne M Williams, Directrice de la Mission

(*) Représentant de l'"International Cooperation Administration" (ICA, agence qui précéda l'USAID) auprès de la Fédération du Mali et du Sénégal, et ensuite auprès de la République du Sénégal, et finalement Directeur de la Mission USAID

(**) Alfred M HURT était le Directeur des Activités Régionales au "Central and West Africa Office of Regional Affairs" (CWAORA)

ANNEXE C

Engagements de l'USAID/Sénégal (AD,ESF,AEPRP, et PL 480) de 1961 à 1994
(En milliers de dollars EU)

Année Fiscale	Assistance dans le cadre des Projets	Assistance hors-projet (ESF/AEPRP)	PL-480 ^A	Régional ^B	OMVS/OMVG	Montant total des engagements AF 1961/94
1961-65*	9 600		4 300			13 900
1966	1 400		1 300			2 700
1967	900		5 600			6 500
1968	1 100		1 500			2 600
1969	1 000		2 100			3 100
1970	800		3 400			4 200
1971	600		2 600			3 200
1972	800		1 100			1 900
1973	900		1 600			2 500
1974	900		7 900			8 800
1975	5 643		2 100			7 743
1976	1 938		1 465			3 403
1977	8 554		2 954			11 508
1978	9 144		6 625			15 769
1979	12 140		5 487			17 627
1980	10 000		13 565	1 528		25 093
1981	14 800		21 483	2 063	4 604	42 950
1982	16 500		13 190	1 601	3 012	34 303
1983	14 058	5 000	13 367	1 860	10 033	44 318
1984	22 885	10 000	15 905	1 247	3 528	53 565
1985	22 104	15 000	6 661	3 070	4 000	50 835
1986	20 375	26 484 ^C	12 943	1 152	1 500	62 454
1987	18 733	11 075	12 677	2 106	1 500	46 091
1988	21 100		7 645	120	2 350	31 215
1989	23 972	24 200 ^D	5 000	141	1 000	54 313
1990	10 500	26 500	5 000	120		42 120
1991	17 970	6 500 ^E	10 000	191		34 661
1992	30 000 ^G	3 000 ^F	8 000	125		41 125
1993	22 350 ^H		3 800	216		26 366
1994	19 135	14 000 ^I		157		33 292
TOTAL	339 901	141 759	199 267	15 697	31 527	728 151

* Aucune assistance avant l'AF 1961

A Inclut le PAM et le transport maritime jusqu'en 1988, et seulement le transport maritime à partir de 1989

B Exclut les programmes de l'OMVS/OMVG

C Programmes AEPRP-I (14 millions) et ESF-IV (12,484 millions)

D Programmes ESF-VI (9,7 millions) et ESF-VII (14,5 millions)

E Rallonges Programmes AEPRP-II (5,5 millions) et ESF-VII (1 million)

F Rallonges Programme ESF-VII (3 millions et 1 million)

G Inclut les fonds reprogrammés du "DFA" et "SDP"

H Inclut les fonds réservés pour la Survie de l'Enfant (1,8 million)

I Programme d'Ajustement de la Filière Rizicole (14 millions)

LISTE DES PROJETS FINANCES PAR L'USAID AU SENEGAL

NUMERO	TITRE	DATE COM/FIN (AF)	LIEU	MONTANT ENDOLLARS (000)
685-001	Etude et Développement des Ressources en Eau	65-70	Inconnu	425
685-002	Banque de Prêts au Développement (voir 685-013)	-	-	-
685-003	Ecoles Secondaires	63-67	Kaolack/Dakar/Thiès	174
685-004	Formation Générale de Participants	61-69	Tout le pays	209
685-005	Etudes Techniques et de Faisabilité	61-68	Bassin Fleuve Sénégal Casamance	121
685-006	Amélioration des Semences	63-67	Bambey	21
685-007	(Projet annulé)	-	-	-
685-008	Centres de Vulgarisation Rurale	64-68	Tout le pays	363
685-009	(Projet annulé)	-	-	-
685-010	(Projet annulé)	-	-	-
685-011	(Projet annulé)	-	-	-
685-012	(Projet annulé)	-	-	-
685-013	Banque de Prêts au Développement (ex-685-002)	63	Dakar	24
685-014	Recherche et Développement Avicole	64-69	Inconnu	31
685-015	(Projet annulé)	-	-	-
685-016	(Projet annulé)	-	-	-
685-017	Auto-Assistance pour le Développement	68-80	Tout le pays	827
685-018	Premier Festival Mondial des Arts Nègres	66-67	Dakar	118
685-019	Enquête Générale sur l'Agriculture	66-67	Casamance	15
685-020	(Projet non approuvé)	-	-	-
685-021	(Projet non approuvé)	-	-	-
685-022	(Projet non approuvé)	-	-	-
685-023	Développement Agricole en Casamance	66-72	Casamance	574

NUMERO	TITRE	DATE COM/FIN (AF)	LIEU	MONTANT EN DOLLARS (000)
685-0201	Production Céréalière, Phase I	75-79	Bassin Arachidier	3,735
685-0202	Elevage au Sénégal Oriental	75-85	Zone de Bakel	4,882
685-0205	Developpement Régional de la Casamance	78-86	Casamance	21,413
685-0208	Petits Périmètres Irrigués de Bakel	77-86	Zone de Bakel	7,815
685-0209	Stockage des Céréales	77-84	Tout le pays	4,670
685-0210	Santé Rurale au Sine Saloum	77-84	Rég Fatick/Kaolack (ex-Sine Saloum)	3,247
685-0217	Santé Familiale I	79-85	Rég Cap-Vert/Thiès/ Fatick/Kaolack/ Casamance	2,189
685-0218	Formation Personnel SAED	79-86	Bassin Fleuve Sénégal	3,812
685-0219	Production de Bois de Chauffe	79-85	Région de Thiès	3,367
685-0222	Promot de l'Emploi des Jeunes YMCA/ORT	79-85	Dakar	3,235
685-0223	Recherche et Planification des Systèmes Agricoles	81-88	Bassin Fleuve Sénégal Reg Fatick/Kaolack/ Casamance	5,063
685-0224	Développement de l'Elevage SODESP	79-84	Zone Sylvo-Pastorale	5,051
685-0226	Amélioration de l'Habitat - Patte d'Oie	79-88	Zone de Dakar	1,265
685-0233	Plan National d'Aménagement du Territoire	81-85	Tout le pays	2,000
685-0235	Production Céréalière, Phase II	80-91	Bassin Arachidier	6,563
685-0240	Pisciculture dans les Terres Basses	79-82	Bassin Fleuve Sénégal	164
685-0242	Santé Rurale/Survie de l'Enfant Phase II	84-93	Reg Fatick/Kaolack	10,244
685-0243	Reboisement AFRICARE	79-83	Fatick/Kaolack/Thies	105
685-0247	Reboisement AFRICARE/Corps de la Paix	80-83	Bambey/Diourbel	168
685-0239	Groupements Villageois Caritas	79-83	Mbour	212
685-0248	Santé Familiale et Population	85-93	Tout le pays	21,310
685-0250	Transformation du Mil	81-86	Tout le pays	940

NUMERO	TITRE	DATE COM/FIN (AF)	L I E U	MONTANT EN DOLLARS (000)
685-0254	Evaluation des Ressources Halieutiques	81-84	Dakar	142
685-0255	Gestion de la Recherche Scientifique et Technique	81-84	Dakar	9
685-0256	Formation en Gestion Rurale à l'ENEA	82-88	Dakar	3,113
685-0260	Développement des Collectivités Locales et de l'Entreprise Privée en Milieu Rural	84-94	Fatick/Kaolack/Thiès/ Diourbel/Dakar/Ziguinchor/ Kolda/Tambacounda	15,014
685-0269	Soutien à la Production Agricole	87-92	Tout le pays	3,994
685-0280	Irrigation et Gestion de l'Eau I	85-91	Zone de Bakel	6,008
685-0281	Transfert de Technologie	85-95	Tout le pays	9,963
685-0283	Reboisement	86-95	Tout le pays	14,000
685-0284	Appui aux ONG	90-98	Tout le pays	20,125
685-0285	Recherche Agricole Basée sur les Ressources Naturelles	91-98	Sud du Sénégal	12,300
685-0286	Survie de l'Enfant/Planific Familiale	92-99	Tout le pays	21,025
685-0295	Gestion de l'Eau dans la Zone Sud	88-96	Sud du Sénégal	18,000
685-0302	Développement de l'Entreprise Agricole à Kaolack	92-97	Région de Kaolack	8,000
685-0303	Aide aux Elections du Sénégal	92-93	Tout le pays	465
685-0305	Gestion Communautaire des Ressources Naturelles	93-02	Tout le pays	10,880
685-0306	Prévention et Lutte contre le SIDA	92-98	Tout le pays	9,076
685-0957	Recherche Agricole au Sénégal, Phase II	84-92	Bassin Fleuve Sénégal	4,475
698-0463	Assistance au Développement des Ressources Humaines	88-97	Tout le pays	8,657

NOTES

- 1) La liste ci-dessus n'inclue pas le Fonds d'Appui au Programme, les projets régionaux et les projets-cadres gérés par Washington, les programmes de PL 480 et l'aide hors projet
- 2) Les montants en dollars figurant au tableau représentent les dépenses réelles encourues pour les projets terminés, et les engagements à fin 1995 pour les projets en cours